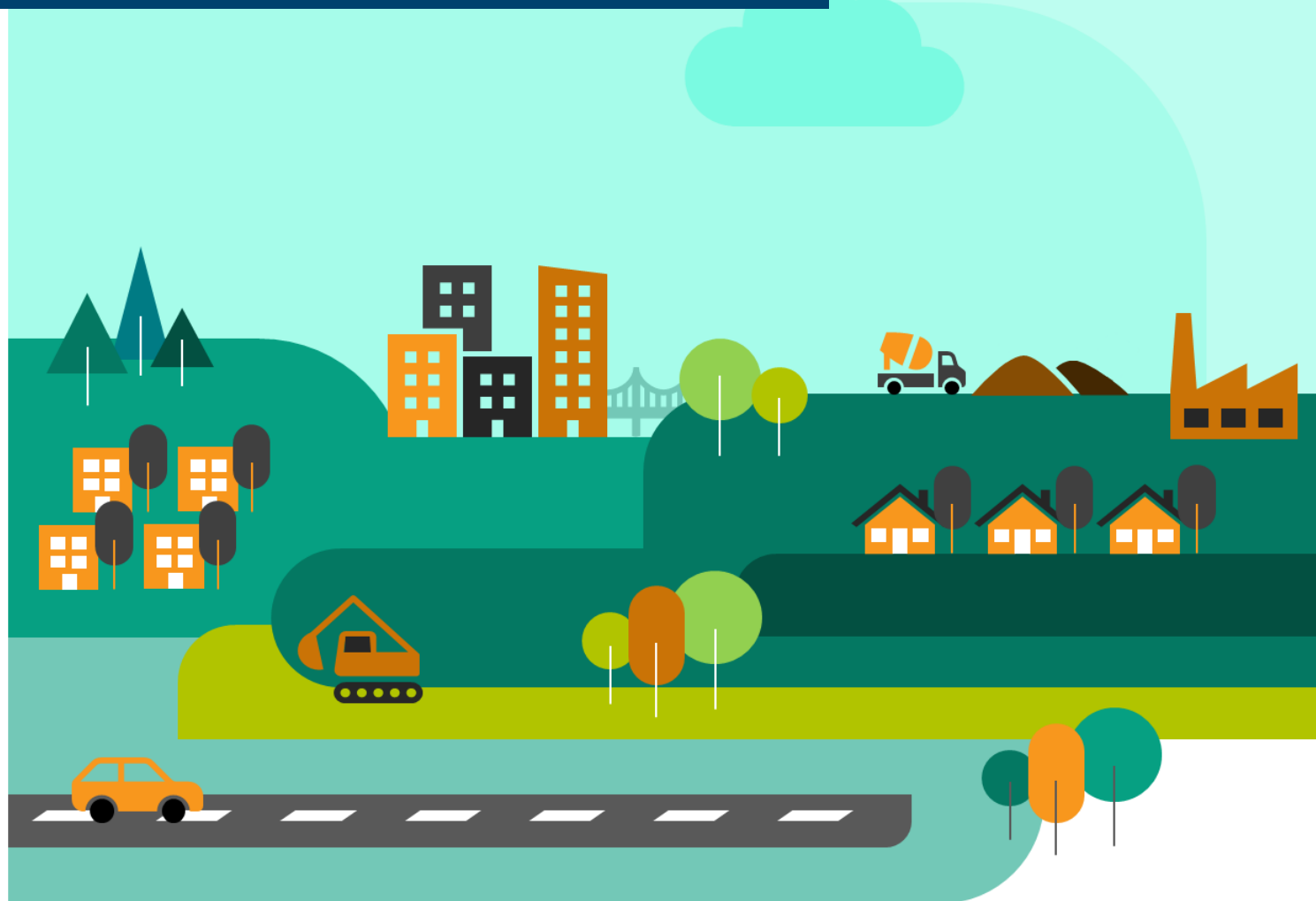


Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



Édition du 15-12-2025

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1	
Autorisations logements	28 800 logts	+16,1%	▲
Mises en chantier logements	21 000 logts	+7,3%	▲
Mise en ventes de logements	5 170 logts	+31,7%	▲
Réservations de logements	5 220 logts	-7,2%	▼
Autorisations locaux	2 523 mill. m²	+7,4%	▲
Mises en chantier locaux	1 284 mill. m²	+15,7%	▲
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-2,6%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+6,5%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+3,1%	▲
BPE	2 778 470 m3	-10,4%	▼
Granulats	16 700 kt	-7,2%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 680 AO	-1,9%	▼
Montant Appels Offre publiés	7,1 Md€	-5,3%	▼
Salariés	117 671 sal.	-2,2%	▼
Intérimaires	10 883 ETP	-4,5%	▼
Dem. d'emplois	19 425 DEFM	-1,8%	▼
Défaillances	1 460 ent.	-7,0%	▼

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin oct. 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin oct. 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 3e trim. 2025 comparé au 3e trim. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 3e trim. 2025 comparé au 3e trim. 2024 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 3e trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin oct. 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 2e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin sept. 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 3e trim. 2025
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 3e trim. 2025



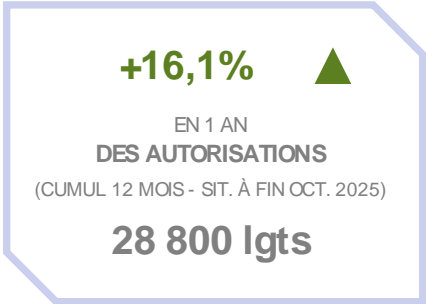
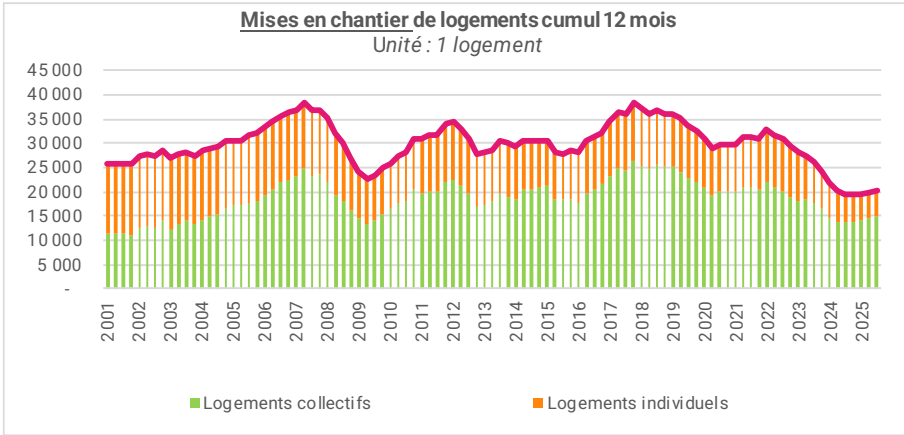
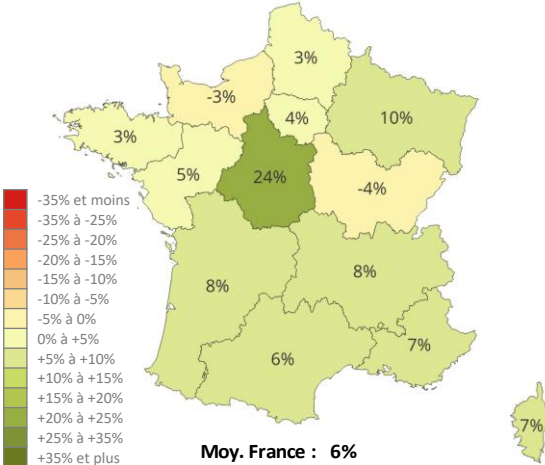
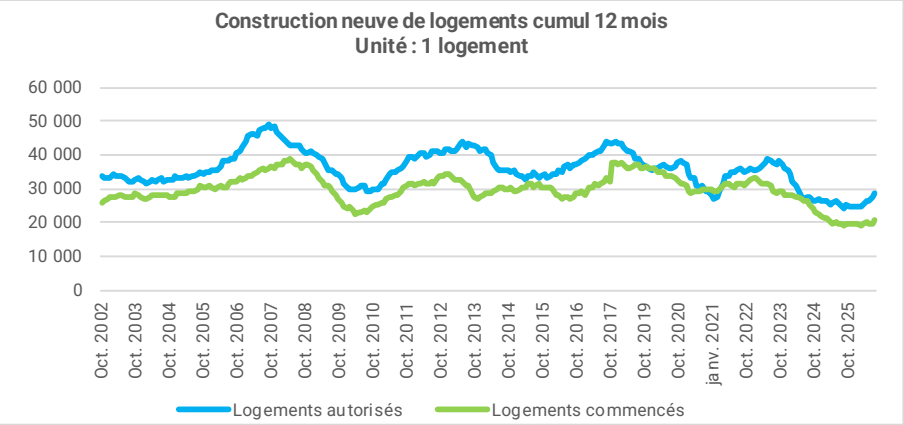


Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle le estimée)	Cumul 12 mois à fin octobre 2025 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	21 000 lgts	+7,3%	▲
Dont individuels purs	3 900 lgts	+1,7%	▲
Dont individuels groupés	2 100 lgts	+5,9%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	15 000 lgts	+9,0%	▲
Total logements <u>autorisés</u>	28 800 lgts	+16,1%	▲
Dont individuels purs	4 900 lgts	+9,2%	▲
Dont individuels groupés	2 900 lgts	+9,1%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	21 000 lgts	+19,0%	▲



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin octobre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin octobre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

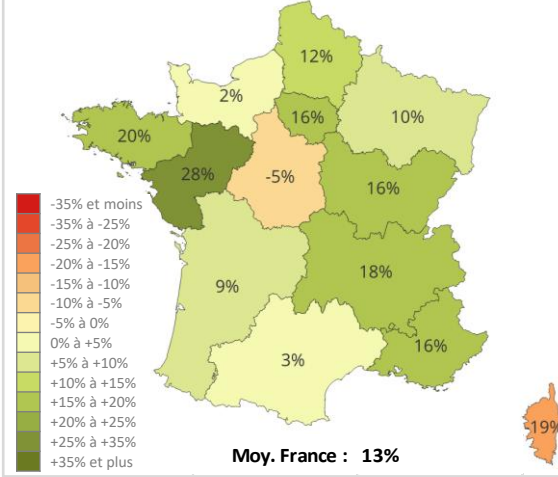
Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

Par ailleurs, le SDES indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier.

Les logements mis en chantier sont en hausse : + 7,3% en cumul 12 mois à fin octobre 2025 enregistrant 21 000 logements commencés. Cette hausse est principalement portée par les logements collectifs.

Cette tendance s'observe également du côté des autorisations avec 28 800 logements autorisés sur les 12 mois à fin octobre 2025, soit une hausse de +16,1% en un an. Les permis accordés pour des logements collectifs soutiennent le marché avec 21 000 logements autorisés.

Pour autant, la reprise se faisant à partir de niveaux extrêmement bas, que cela soit pour les mises ou chantier ou les autorisations, les volumes de logements démarrés ou autorisés même en hausse sur 12 mois glissants, restent bien en-deçà de ce qui était observé jusqu'en 2023.



Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

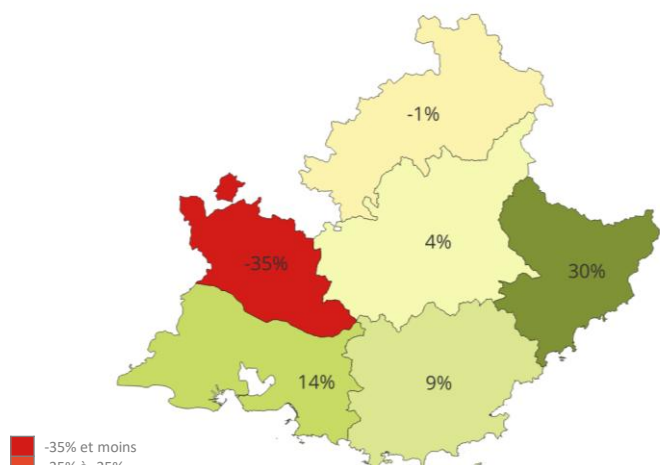
*Service des données et études statistiques



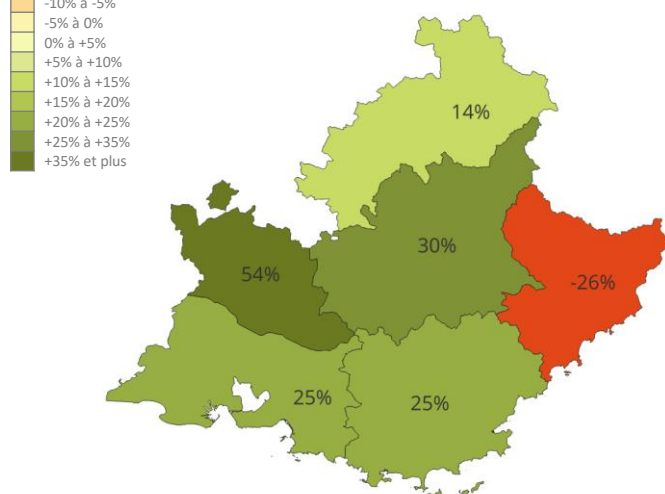


Construction de logements neufs

Logements commencés sur 12 mois glissants à fin octobre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin octobre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



La dynamique de la construction résidentielle neuve révèle une reprise contrastée selon les départements. Au niveau des mises en chantier, les **Alpes-Maritimes**, les **Bouches-du-Rhône**, le **Var** et les **Alpes-de-Haute-Provence** affichent une progression notable, tandis que les **Hautes-Alpes** restent quasi stables. A l'inverse, le **Vaucluse** enregistre une chute marquée, illustrant une relance régionale à deux vitesses.

Les **Alpes-Maritimes** illustrent le contraste le plus marqué de la région : elles enregistrent la plus forte hausse des mises en chantier tout en subissant une forte baisse des autorisations. Ce décalage traduit un essoufflement des projets à venir après une phase de rattrapage intense. À l'inverse, tous les autres départements de la région connaissent un net redressement des autorisations, soutenant une dynamique régionale globalement orientée à la reprise mais encore hétérogène.

Note méthodologique : Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



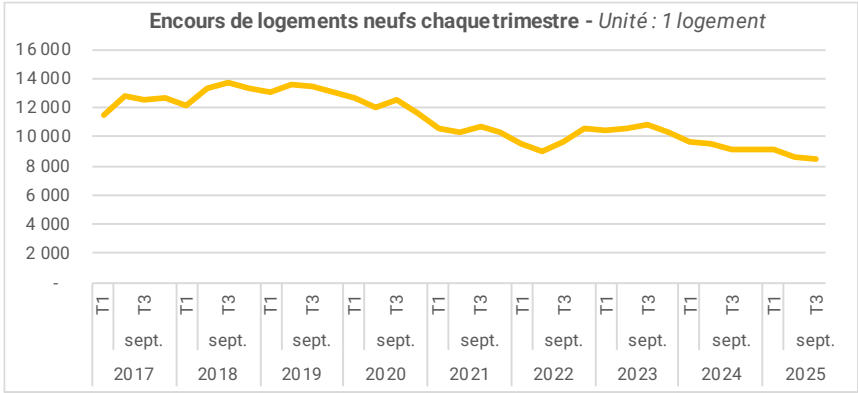
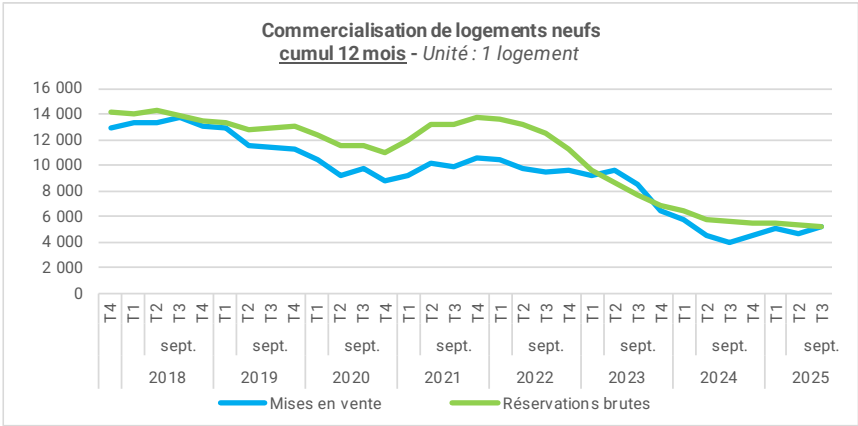
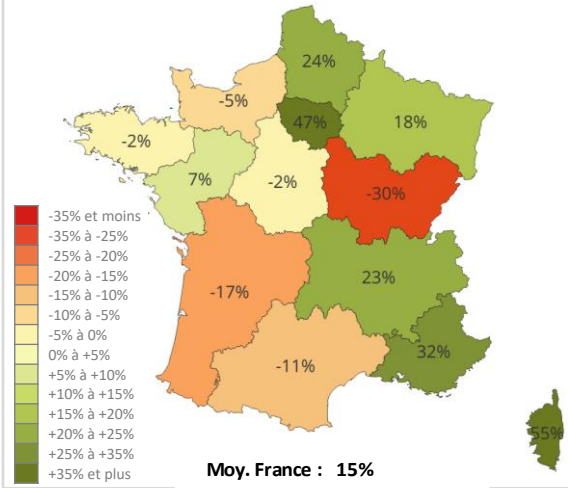


Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers	3 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 170 lgts	+31,7%	▲
Dont collectifs	4 980 lgts	+38,7%	▲
Dont individuels	190 lgts	-42,6%	▼
Réservations	5 220 lgts	-7,2%	▼
Dont collectifs	4 920 lgts	-7,5%	▼
Dont individuels	300 lgts	-2,6%	▼
Vente en bloc	7 360 lgts	+17,3%	▲



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin septembre 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

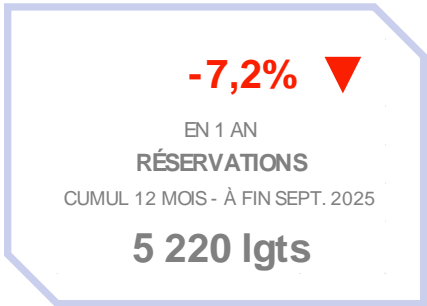
Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

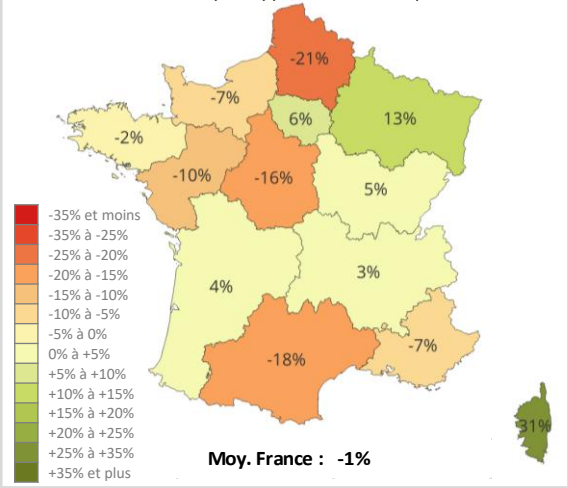
Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Au cours de 12 derniers mois, le volume de logements commercialisés est reparti à la hausse, porté principalement par le segment collectif (+31,7% au global). Une tendance haussière jamais observée depuis le 1^{er} trimestre 2022 et le signe d'une confiance qui s'améliore, même si on reste loin des volumes commercialisés jusqu'en 2022. De fait, cette hausse des mises en vente peut s'expliquer par le lancement de projets dans les cartons depuis longtemps et qui étaient sur pause face au contexte économique dégradé. D'ailleurs, durant cette période, les promoteurs ont préféré réduire leurs encours avant de lancer de nouveaux programmes.

Malgré cette reprise des mises en vente, les réservations continuent de ralentir : à fin septembre, sur 12 mois, on enregistrait 5 220 réservations, soit un volume encore en baisse de -7,2% en un an. La vente en bloc vient quelque peu soulager les promoteurs : ces dernières, qui ont progressé de +17,3% en un an, représentent plus de la moitié des réservations enregistrées ces 4 derniers trimestres (59%).



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin septembre 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



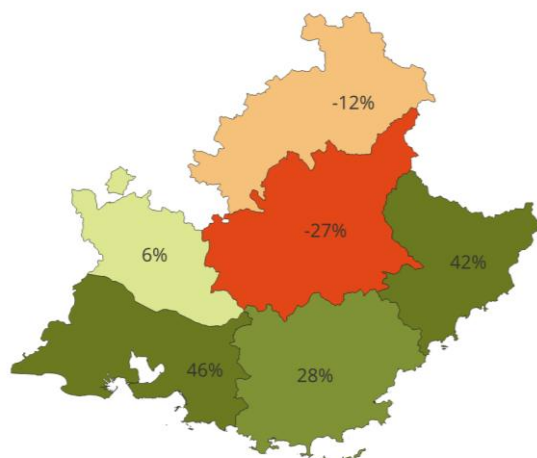
Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

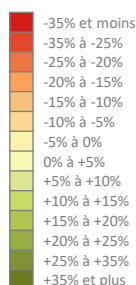
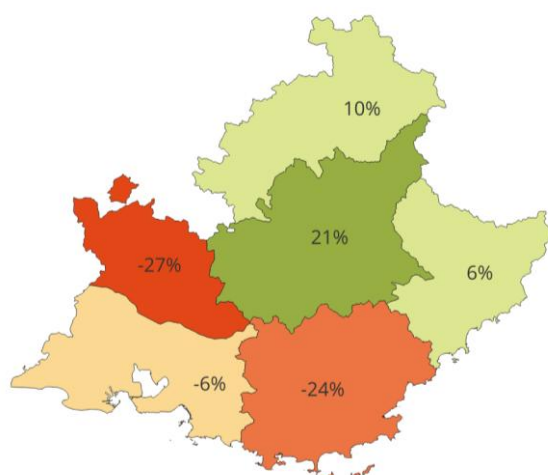


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin septembre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin septembre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Le marché semble redémarrer dans les **Bouches-du-Rhône**, qui pèsent la moitié de l'activité régionale : à fin septembre 2025 en cumul sur les douze derniers mois, le département a enregistré une hausse de +46% des mises en vente avec 1 950 nouveaux logements. Toutefois, le niveau de comparaison est tellement bas qu'on reste encore loin du niveau de longue période (-46%). D'ailleurs, malgré cette hausse des commercialisations, les réservations ne décollent toujours pas : seulement 1 910 logements ont été réservés, soit -6% sur un an et -59% comparé à la moyenne longue période.

Même dynamique dans le **Var**, qui observe une hausse des commercialisations à fin septembre 2025 en cumul 12 mois (1 240 nouveaux logements) et un recul de -24% des réservations sur la même période, soit -60% sur la période longue.

En **Vaucluse**, le marché du logement neuf enregistre 220 logements commercialisés, soit une progression de +6% en un an et en retrait de -66% par rapport à la moyenne des sept dernières années, et tout juste 260 réservations, soit -27% en un an et -61% sur l'historique.

Dans les **Alpes-Maritimes**, les mises en vente sont en nette progression de +42% en un an avec 1 400 logements, un volume qui reste inférieur de -38% au volume moyen des sept années précédentes. On observe cette même dynamique haussière dans ce département au niveau des réservations. Malgré un stock qui s'amenuise de plus en plus, les réservations progressent à environ 1 610 logements, soit +6% sur un an. Mais la période de comparaison était tellement basse qu'on reste loin des volumes de référence : -38% comparé à la moyenne longue période.

On observe une dynamique inversée dans les **Alpes-de-Haute-Provence** qui comptent 110 logements commercialisés à fin septembre 2025 en cumul 12 mois ; c'est une chute drastique sur 12 mois, mais les commercialisations ont été extrêmement dynamiques post-Covid. Les promoteurs possèdent ainsi un très grand stock de logements neufs disponibles à la vente. Si les réservations semblent fortement repartir dans le département (+21% en un an), c'est donc dans le stock disponible depuis de nombreuses années que se font ces ventes, et non dans de nouveaux programmes.

Même tendance, à intensité moindre, dans le département des **Hautes-Alpes**, qui enregistre une baisse de -12% des mises en vente (250 logements) et une augmentation de +10% des réservations (310 logements), du fait des nombreux lancements de programmes ayant eu lieu post-Covid (même si les réservations restent inférieures de -16% à la moyenne des 7 dernières années).

Note méthodologique : Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

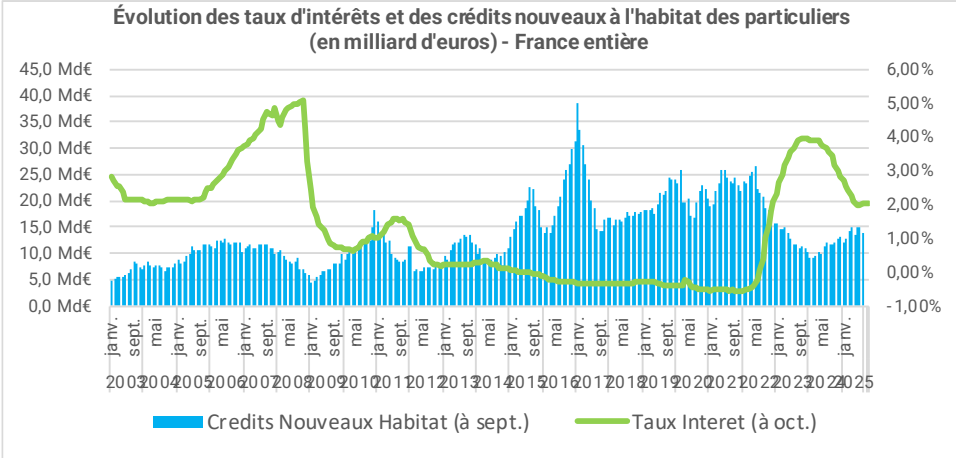




Crédits à l’habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€)	43 700 M€	+23,8%	▲
Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin sept. 2025)			
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin oct. 2025)	2,034%	0,01 pt	=

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La santé du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, à fin septembre 2025 et sur l'ensemble du pays, 43,7 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en progression de +23,8% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France repart à la hausse depuis le creux de 2023-2024, signe d'une conjoncture qui s'améliore.

La stabilisation des taux d'intérêts traduit un retour progressif à la normal après plusieurs années de forte volatilité. Cette normalisation a favorisé une reprise de la demande de crédits : à fin octobre 2025, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affichait à 2,034%, et reste stable sur un mois.

Prêts à 0% PTZ+	2° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	651	+98,5%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	1 961	-10,5%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	68	+74,4%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	246	+45,6%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

Au cours des douze derniers mois, le nombre de prêts délivrés a chuté de -10,5% dans l'ensemble, mais on observe une hausse ce dernier trimestre à la fois dans le neuf et l'ancien, respectivement de +98,5% et +74,4% sur un an (à fin juin 2025).

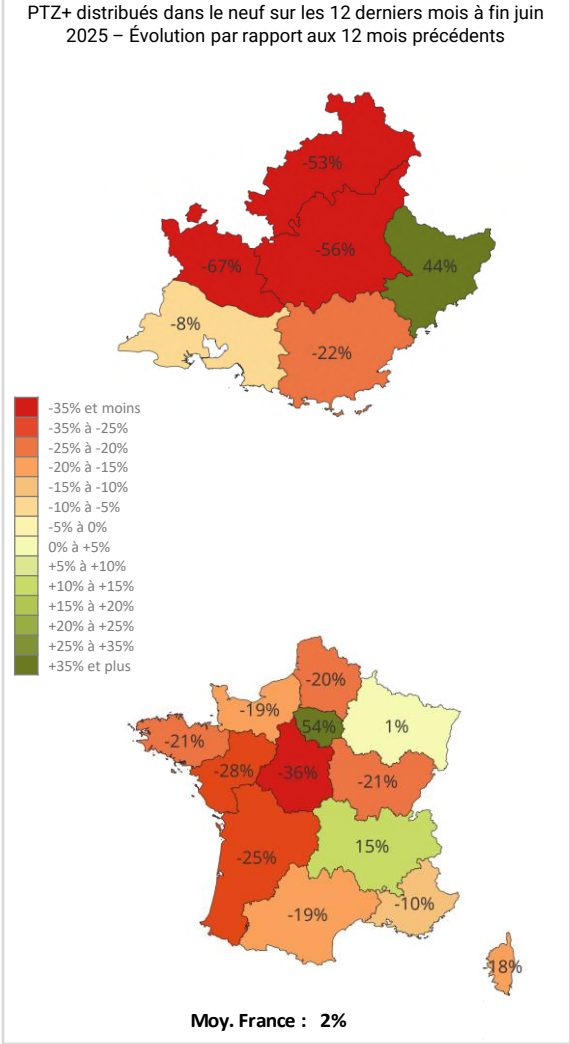
+23,8%▲

EN 1 AN
CRÉDITS NOUVEAUX À
L'HABITAT – FRANCE
CUMUL 3 MOIS - À FIN SEPT. 2025
43 700 M€

Source :
Banque de France

-10,5%▼

EN 1 AN
PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS
DANS LE NEUF
CUMUL 4 TRIM. - À FIN JUIN 2025
1 961 prêts



Source :
SGFGAS (données brutes)

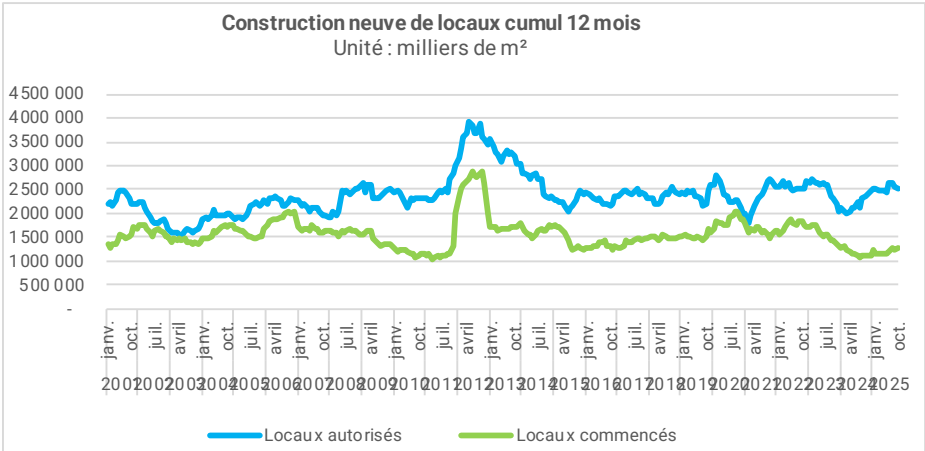




Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin oct. 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 284 mill. m²	+15,7%	▲
Bâtiments agricoles	320 mill. m²	+33,8%	▲
Secteur privé non agricole	732 mill. m²	+28,2%	▲
Dont locaux industriels	77 mill. m²	+48,9%	▲
Dont commerces	136 mill. m²	-6,7%	▼
Dont bureaux	136 mill. m²	+8,0%	▲
Dont entrepôts	269 mill. m²	+61,6%	▲
Dont autres locaux	113 mill. m²	+40,8%	▲
Secteur public	233 mill. m²	-22,5%	▼

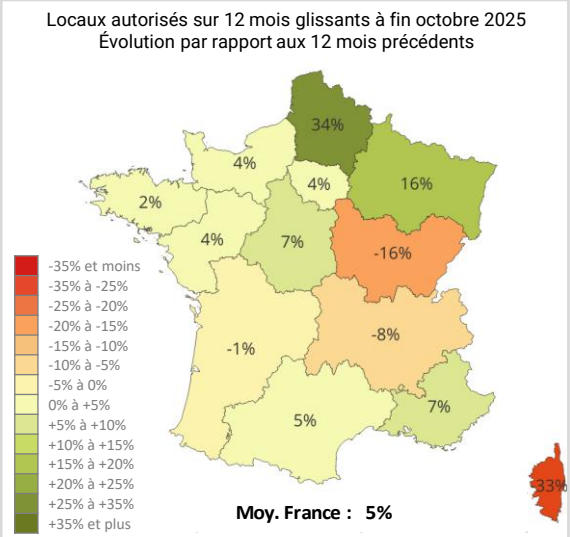
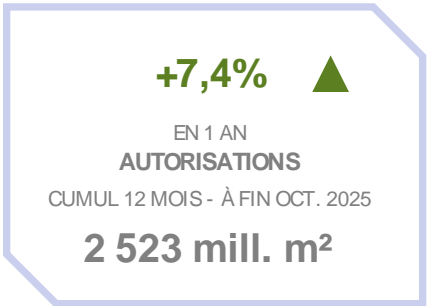
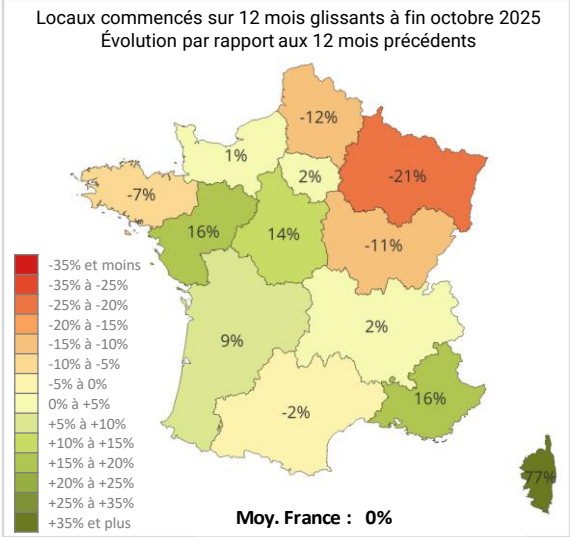
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin oct. 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 523 mill. m²	+7,4%	▲
Bâtiments agricoles	548 mill. m²	-14,8%	▼
Secteur privé non agricole	1 551 mill. m²	+20,2%	▲
Dont locaux industriels	342 mill. m²	+132,4%	▲
Dont commerces	264 mill. m²	+2,0%	▲
Dont bureaux	247 mill. m²	-20,7%	▼
Dont entrepôts	525 mill. m²	+27,5%	▲
Dont autres locaux	172 mill. m²	+7,0%	▲
Secteur public	425 mill. m²	+2,0%	▲



Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu’habitation restent pour l’heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L’analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

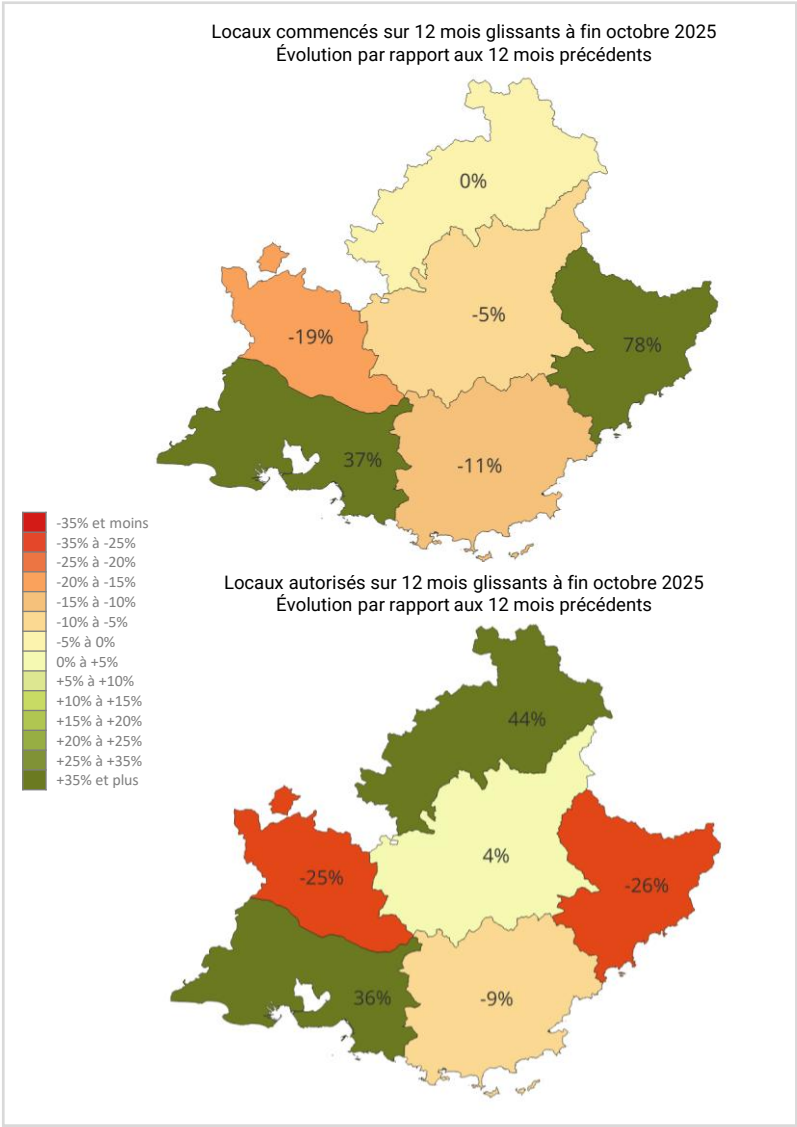
Le redémarrage de la construction s’observe également sur le segment non-résidentiel : en Provence-Alpes-Côte d’Azur, en cumul douze mois à fin octobre 2025, la surface de locaux neufs mis en chantier progresse de +15,7% par rapport à un an plus tôt. Cette dynamique s’observe quasiment dans l’ensemble des secteurs, hormis le segment des commerces (-6,7%) ainsi que le secteur public (-22,5%). Le volume des mises en chantier reste cependant peu élevé au regard de l’historique, le rebond se faisant depuis un point historiquement bas.

Dans la même logique, les surfaces non-résidentielles autorisées sur les douze derniers mois (à fin octobre 2025) progressent de +7,4% dans la région par rapport aux douze mois précédents. La progression des permis autorisés s’observe dans le secteur privé non agricole et dans le secteur public, alors que les bâtiments agricoles affichent un repli.





Construction de locaux neufs



A fin octobre 2025, la reprise de la construction non-résidentielle reste inégale à l'échelle régionale : elle est particulièrement marquée dans les **Alpes-Maritimes** et les **Bouches-du-Rhône**, où les mises en chantier progressent respectivement de 78% et 37%. L'activité reste stable dans les **Hautes-Alpes**. En revanche, les ouvertures de chantier reculent dans le **Vaucluse**, le **Var** et les **Alpes-de-Haute-Provence**.

Du côté des autorisations, une progression est observée dans les départements alpins et les **Bouches-du-Rhône**. La hausse est particulièrement marquée dans les **Hautes-Alpes** (+44%) et dans les **Bouches-du-Rhône** (+36%), tandis qu'elle reste plus modérée dans les **Alpes-de-Haute-Provence** (+4%). Dans les **Alpes-Maritimes** et le **Vaucluse**, la baisse des autorisations est en revanche particulièrement marquée (-26% et -25%), tandis que le **Var** est également en recul, mais dans une moindre mesure (-9%).

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

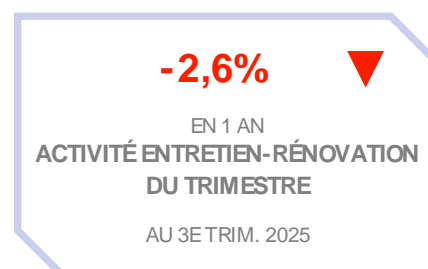
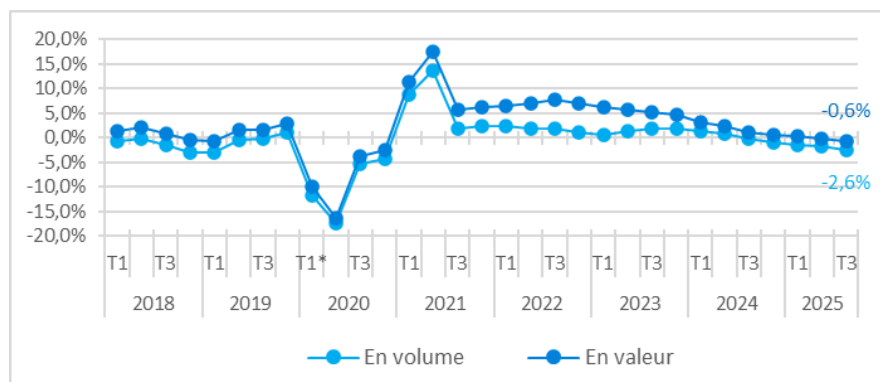




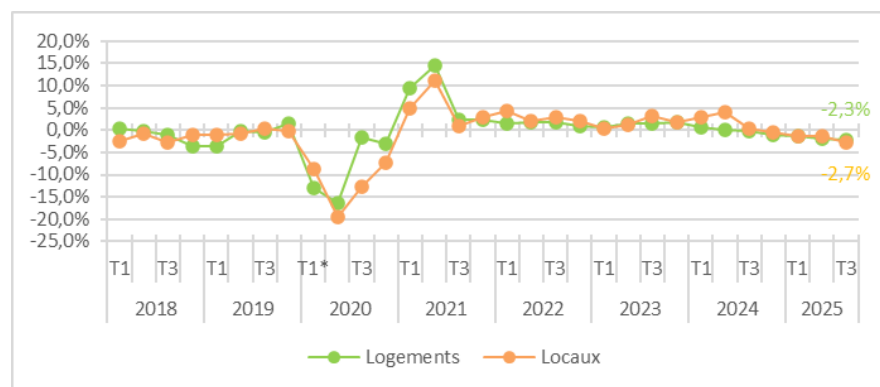
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

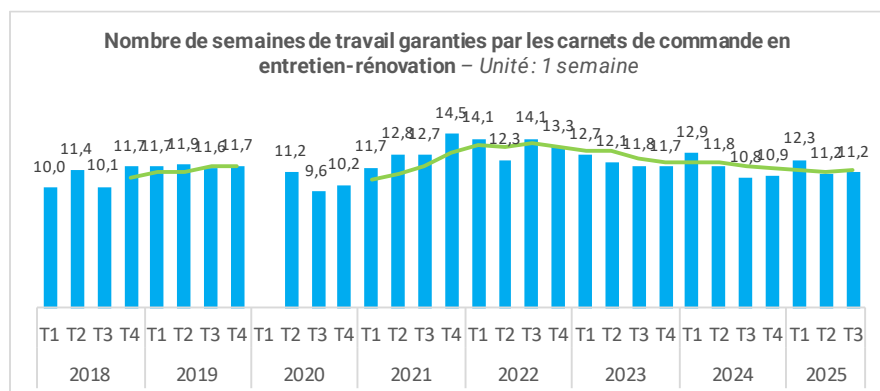
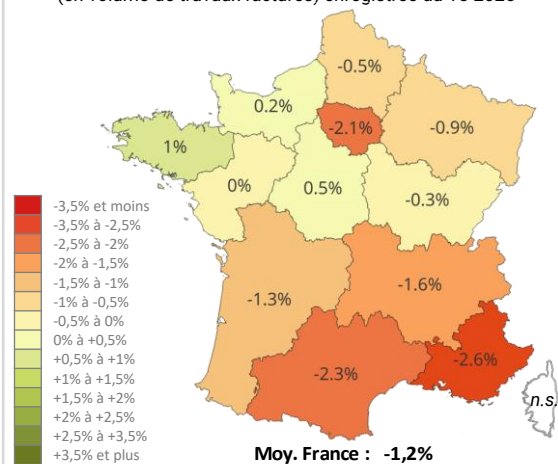


Par segment de marché



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T3 2024 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T3 2025



L'activité entretien-rénovation recule de -2,6% en volume de travaux facturés au 3^{ème} trimestre 2025 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur, cinquième trimestre consécutif de baisse et un niveau de repli qui n'avait plus été observé depuis les confinements Covid.

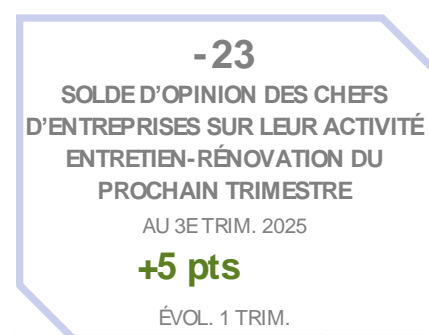
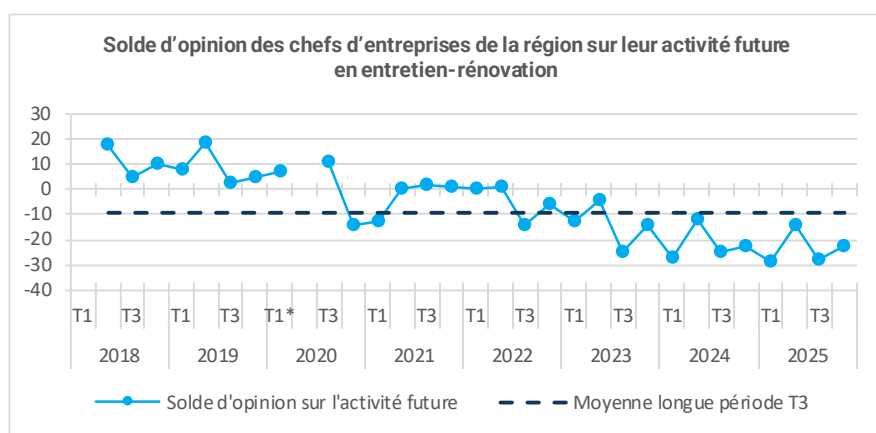
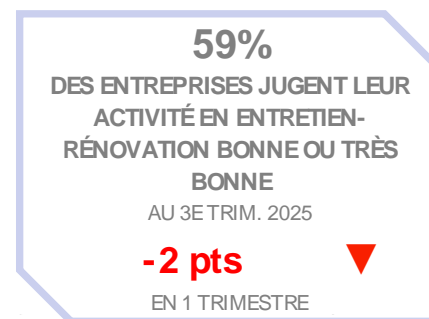
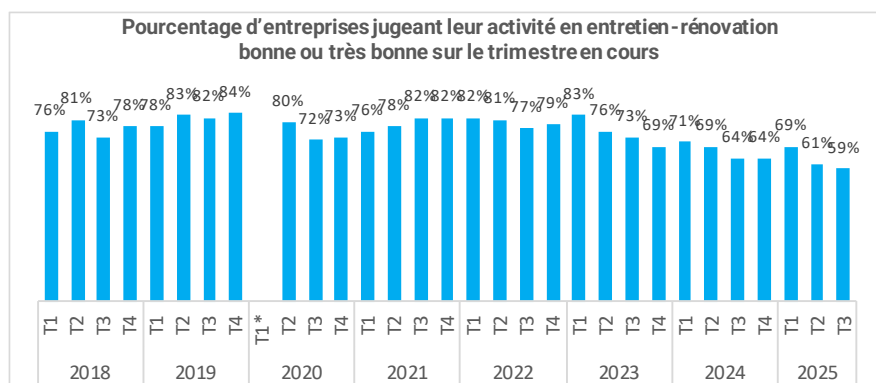
Les carnets de commande en entretien-rénovation se maintiennent en Provence-Alpes-Côte d'Azur : les entreprises Bâtiment de la région comptabilisent 11,2 semaines de travail garanties à fin septembre 2025, au même niveau qu'il y a trois mois.

Source :
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

59% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 3^{ème} trimestre 2025. Le niveau de satisfaction baisse encore (-2 points par rapport au trimestre précédent). Même en période de confinements, les entreprises du Bâtiment de la région étaient plus satisfaites de leur activité.

Les perspectives d'activité future s'améliorent légèrement pour les entreprises du Bâtiment de la région. Malgré un contexte d'activité en berne et de baisse des prises de commandes, le solde d'opinion progresse de +5 points ce trimestre par rapport au trimestre précédent, même s'il reste largement en-dessous de sa moyenne longue période.



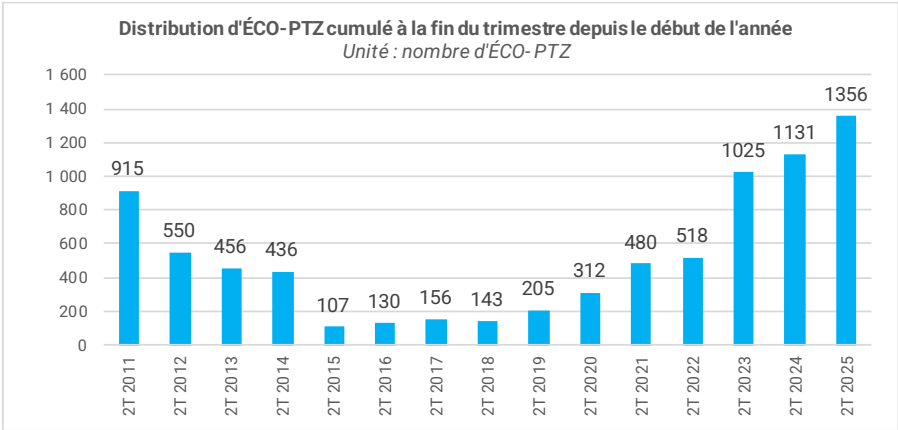
Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2° trimestre 2025 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	29,78 M€	+47,6%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 356 ÉCO-PTZ	+19,9%	▲

+47,6%▲

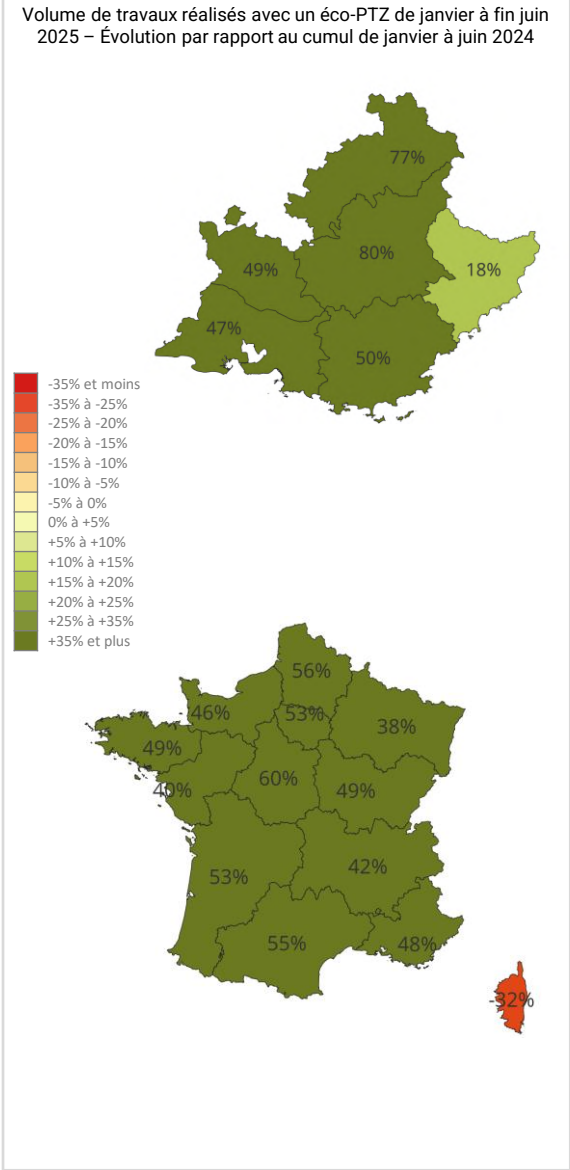
DE JANVIER À FIN DU 2° TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX
RÉALISÉS
ECO-PTZ - EVOLUTION 1 AN

29,78 M€



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : sur les six premiers mois de l'année 2025, 1 356 prêts ont ainsi été accordés dans la région, plus haut niveau semestriel enregistré depuis la création du dispositif.



Source :
SGFGAS (données brutes)

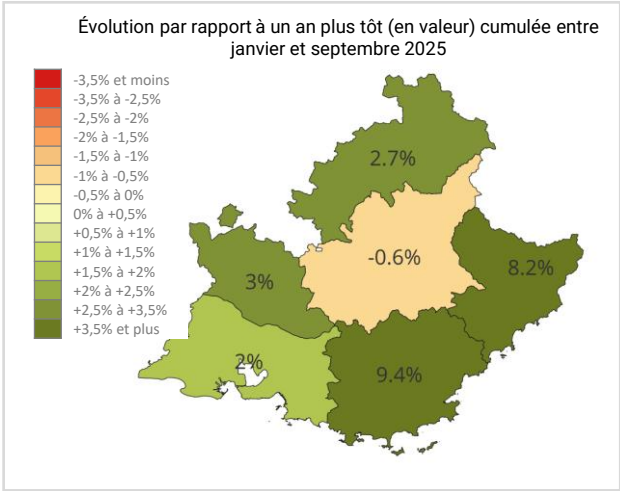
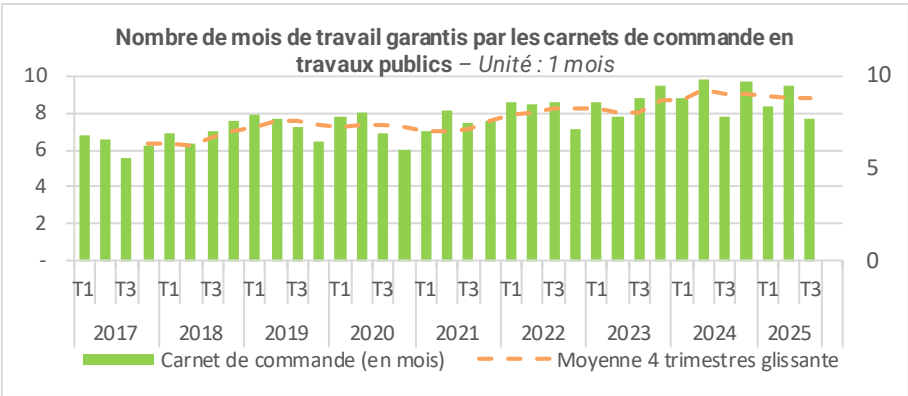
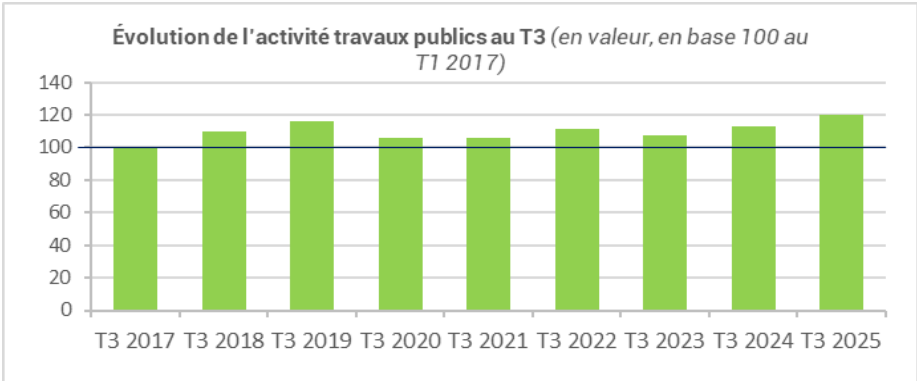
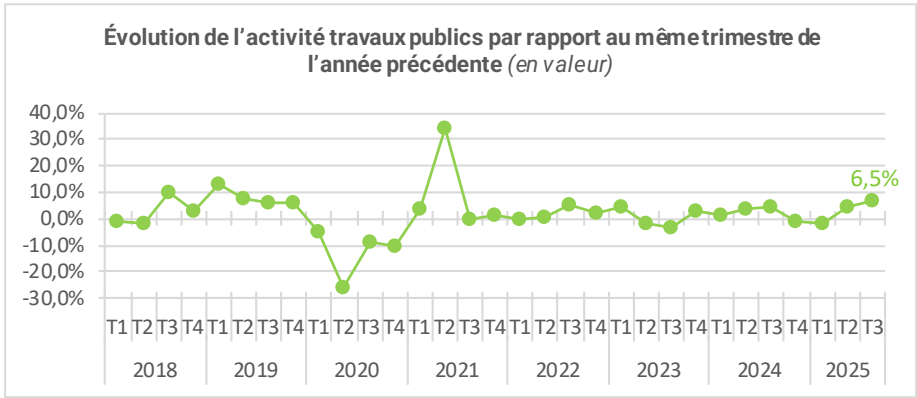
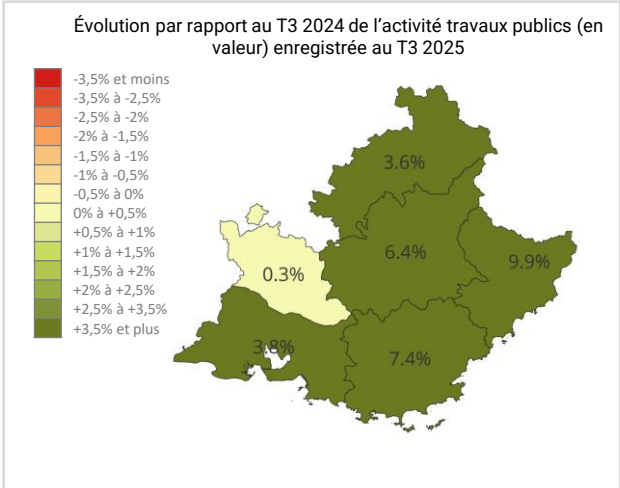




TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au 3e trim. 2025	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T3 2024	Évol. en valeur du CA cumulé depuis le début de l'année	Niveau du carnet de commande et évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T3 2024
Ensemble	6,5% ▲	3,1% ▲	7,7 =
Terrassement	5,7% ▲	2,9% ▲	6,9 ▼
Route	11,4% ▲	3,0% ▲	5,9 =
Canalisateurs	7,9% ▲	5,9% ▲	6,9 =
Génie civil	-2,6% ▼	1,1% ▲	11,8 =
travaux électriques	3,2% ▲	2,2% ▲	9,8 ▲
Autres travaux	7,0% ▲	2,1% ▲	8,9 ▲



L'activité Travaux Publics poursuit sa progression au 3^{ème} trimestre 2025, affichant une augmentation de +6,5% du chiffre d'affaires (en valeur, en comparaison à un an plus tôt) et laissant le bilan des 9 premiers mois de l'année à +3,1%. Tous les corps de métiers sont dans le positif en cumul depuis le début de l'année.

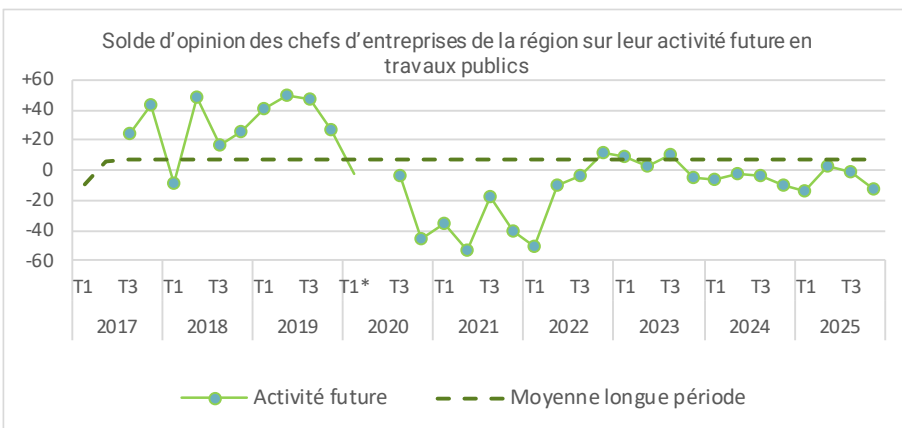
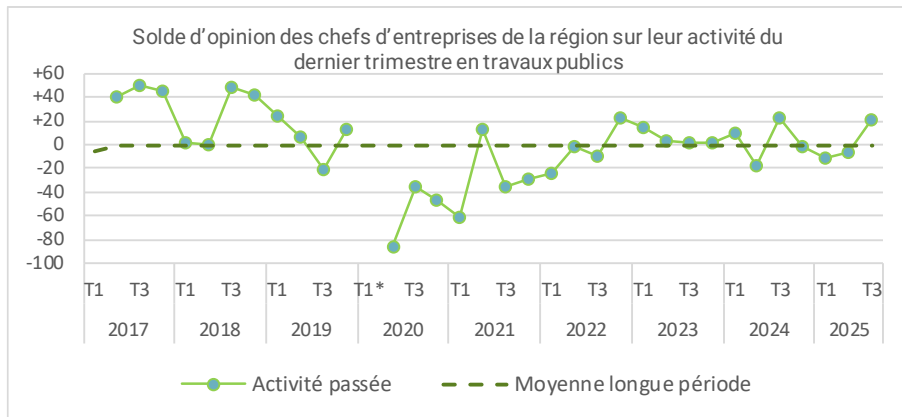
Après un léger recul les trimestres précédents, les prises de commande se stabilisent comparé à l'an passé dans la région, avec 7,7 mois de travail garanti à fin septembre 2025.





TRAVAUX PUBLICS

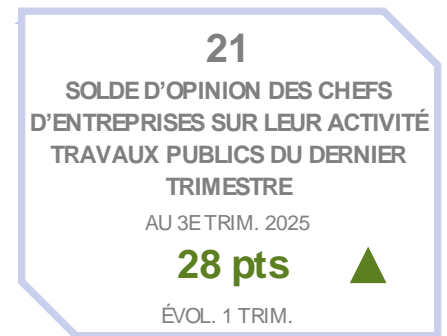
Opinion des chefs d'entreprises



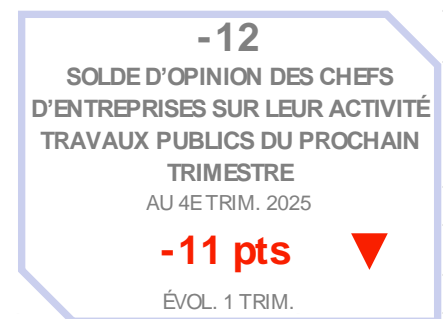
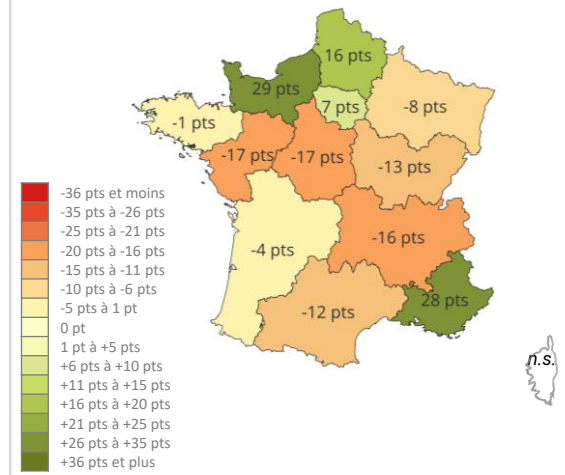
Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

La vision des chefs d'entreprise sur leur activité récente est positive, avec un solde d'opinion à +21, s'améliorant nettement (+28 points en un trimestre, se rapprochant de sa moyenne de longue période), en lien avec une activité dynamique ce trimestre.

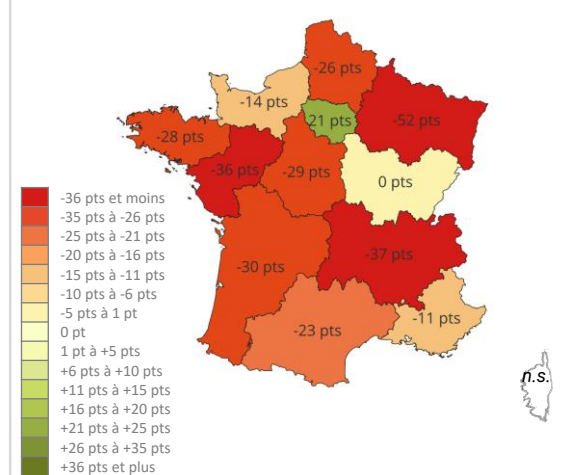
En revanche, la vision de ces mêmes chefs d'entreprise pour les mois à venir se dégrade : -11 pts de perdus entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre 2025, le solde d'opinion reste en négatif.



Évolution par rapport au T2 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T3 2025



Évolution par rapport au T3 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T4 2025

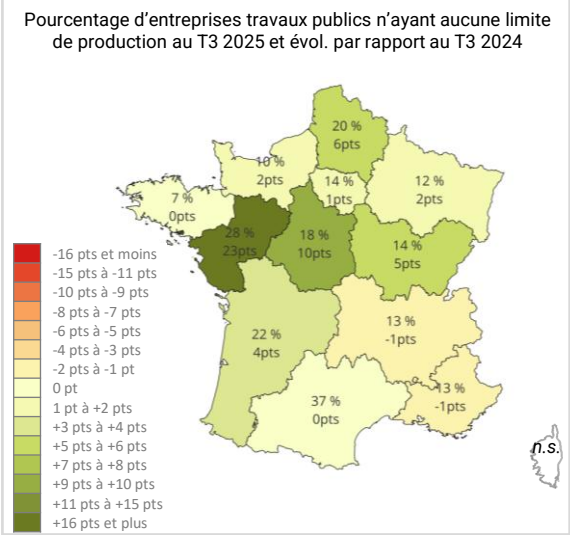
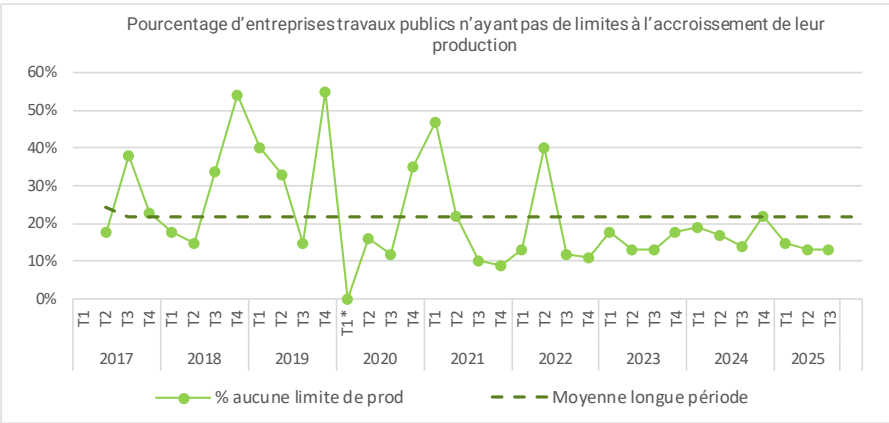


Source :
Enquête trimestrielle FNT/INSEE



Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	3 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	13%	-1 pts	=
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	59%	+3 pts	▲
Insuffisance en personnel	57%	-4 pts	▼
Contraintes financières	12%	+3 pts	▲
Conditions climatiques	9%	-2 pts	▼
Insuffisance de matériel	0%	-1 pts	=
Autres facteurs	4%	+3 pts	▲



Des difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics : 87% indiquent en effet encore être limitées dans leur production à fin septembre 2025 (+1 points sur un an). Les difficultés concernent essentiellement le manque de marchés : près de 59% des entreprises sont concernées, en hausse de +3 points en un an, ainsi que le manque de personnel pour 57% des entreprises, certes en baisse de -4 points en un an. 12% des entreprises indiquent des contraintes financières, en hausse de +3%.

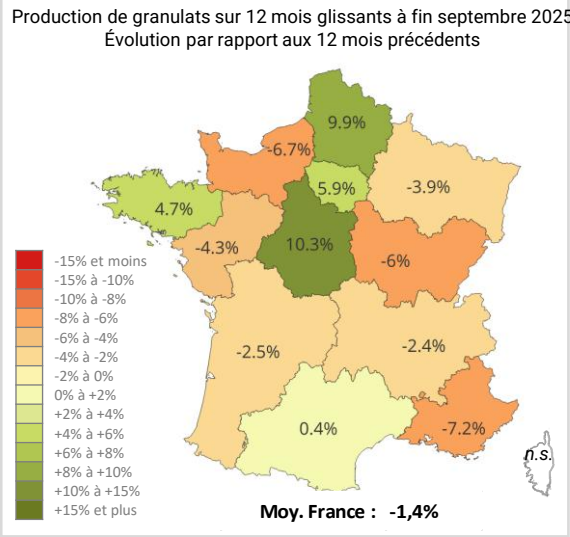
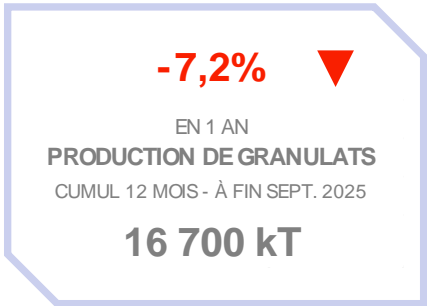
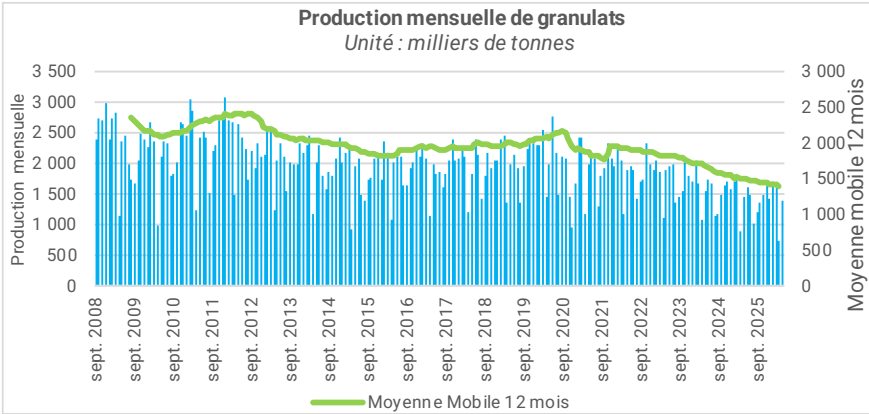
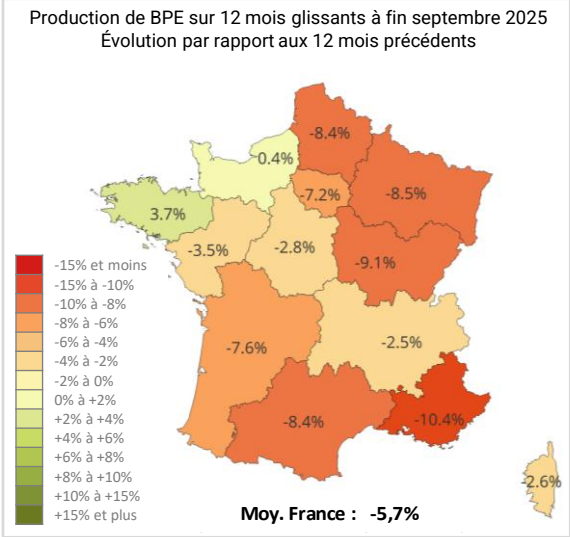
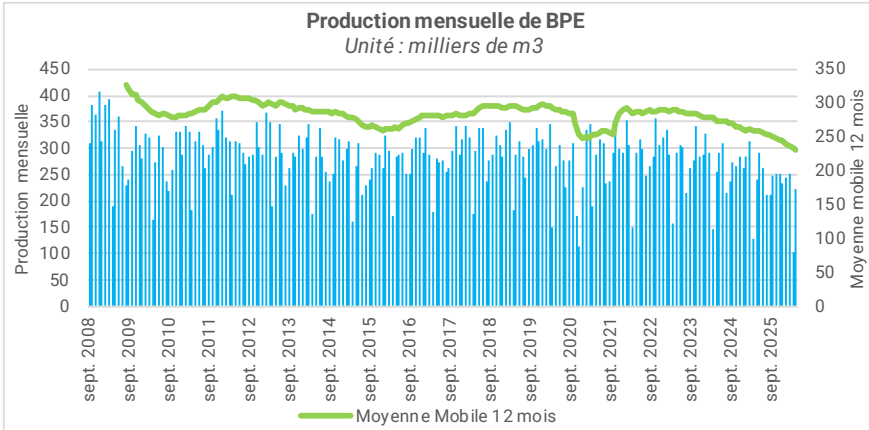
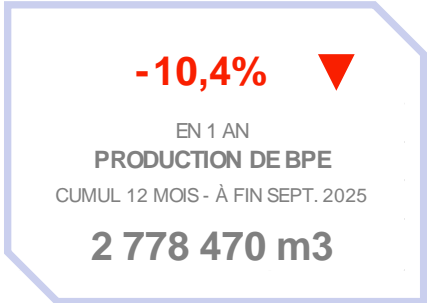




INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en sept. 2025	220 733 m3	-8,1%	▼
Prod. de Granulats en sept. 2025	1 376 m3	-6,3%	▼
Production cumul 12 mois			
Production de BPE entre septembre 2024 et sept. 2025	2 778 470 m3	-10,4%	▼
Production de Granulats entre juillet 2024 et sept. 2025	16 700 kt	-7,2%	▼



Malgré un redémarrage de la construction, la production de béton prêt à l'emploi, premier maillon de la chaîne de valeurs, reste en repli : le volume livré s'affiche en effet en baisse de -10,4% sur les douze derniers mois (à fin septembre 2025) par rapport aux douze mois précédents. De fait, si la progression des mises en chantiers est visible dans la région, cela ne se traduira qu'à plus long terme pour la production de BPE, cette dernière se faisant tout au long de la construction et non immédiatement au lancement du chantier. Ainsi, si l'activité BPE reste morose, la légère amélioration du rythme constructif laisse espérer un futur redressement de la livraison de BPE, ou du moins un arrêt de la baisse.

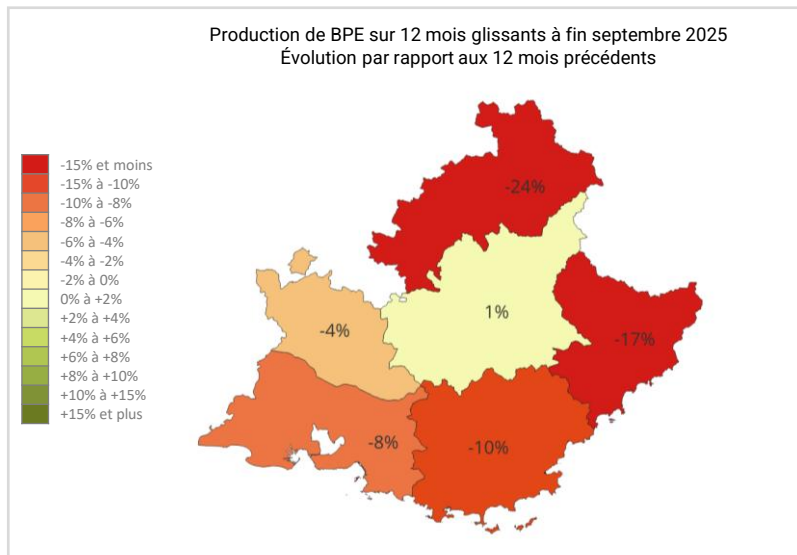
Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -7,2% sur la période d'octobre 2024 à septembre 2025 par rapport à un an plus tôt. Mais cela s'explique aussi sans doute par l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

Sources :
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



Comme au niveau régional, la production de BPE est en recul dans l'ensemble des départements à l'exception des **Alpes-de-Haute-Provence** sur les douze derniers mois à fin septembre. Ce repli général se poursuit, malgré le redémarrage progressif de la construction neuve, qui devrait à terme soutenir la demande en béton prêt à l'emploi.

La baisse la plus marquée est observée dans le département des **Hautes-Alpes** qui affiche un repli de -24%, traduisant un essoufflement net des chantiers après plusieurs années de dynamisme post-Covid. Les départements des **Alpes-Maritimes** (-17%), du **Var** (-10%), des **Bouches-du-Rhône** (-8%) et du **Vaucluse** (-4%) connaissent également des baisses importantes.

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, la production reste stable, à +1%.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)



Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à oct. 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 680 AO	-1,9%	▼
dont bâtiment*	2 400 AO	-2,2%	▼
dont TP*	1 660 AO	+1,3%	▲
dont pôle local	2 740 AO	-1,5%	▼
dont conseils territoriaux	340 AO	+12,6%	▲
dont Etat	500 AO	-16,8%	▼
dont autres	60 AO	+35,6%	▲
Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à oct. 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,1 Md€	-5,3%	▼
dont bâtiment*	2,6 Md€	-4,7%	▼
dont TP*	2,5 Md€	+0,6%	=
dont pôle local	2,9 Md€	-14,5%	▼
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	-8,0%	▼
dont Etat	0,9 Md€	-18,4%	▼
dont autres	0,3 Md€	+46,9%	▲

-1,9%



EN 1 AN
APPELS D'OFFRE TRAVAUX
PUBLIÉS
CUMUL 12 MOIS - À FIN OCT. 2025

4 680 AO

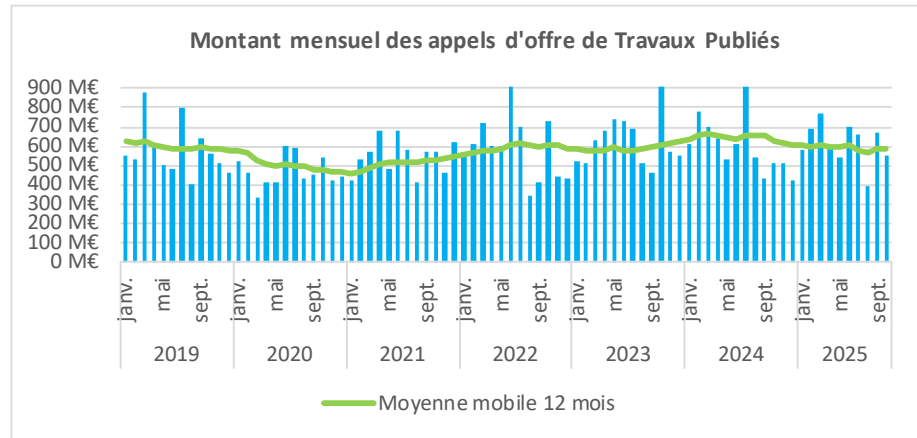
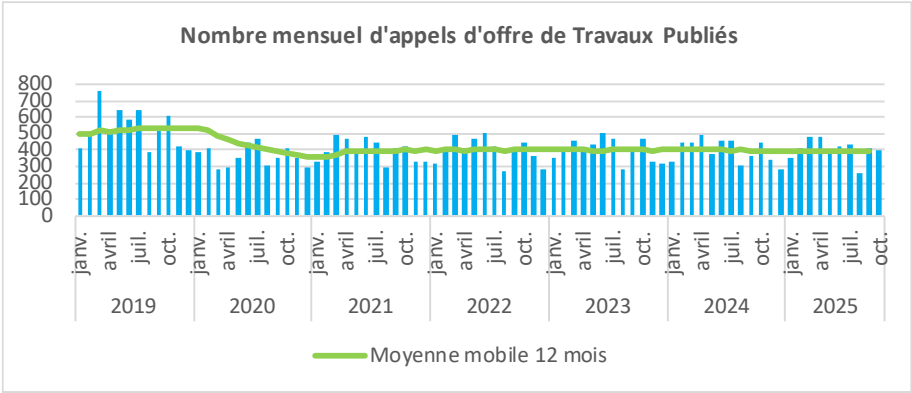
-5,3%



EN 1 AN
MONTANT DES APPELS D'OFFRE
TRAVAUX PUBLIÉS
CUMUL 12 MOIS - À FIN OCT. 2025

7 070 M€

*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



La commande publique recule encore en volume dans la région : 4 680 appels d'offres de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois à fin octobre 2025, en baisse de -1,9% par rapport aux douze mois précédents.

On observe une diminution des marchés du Bâtiment (-2,2%) tandis les marchés de Travaux Publics enregistrent une hausse de +1,3%, illustrant un renversement de tendance par rapport aux années précédentes.

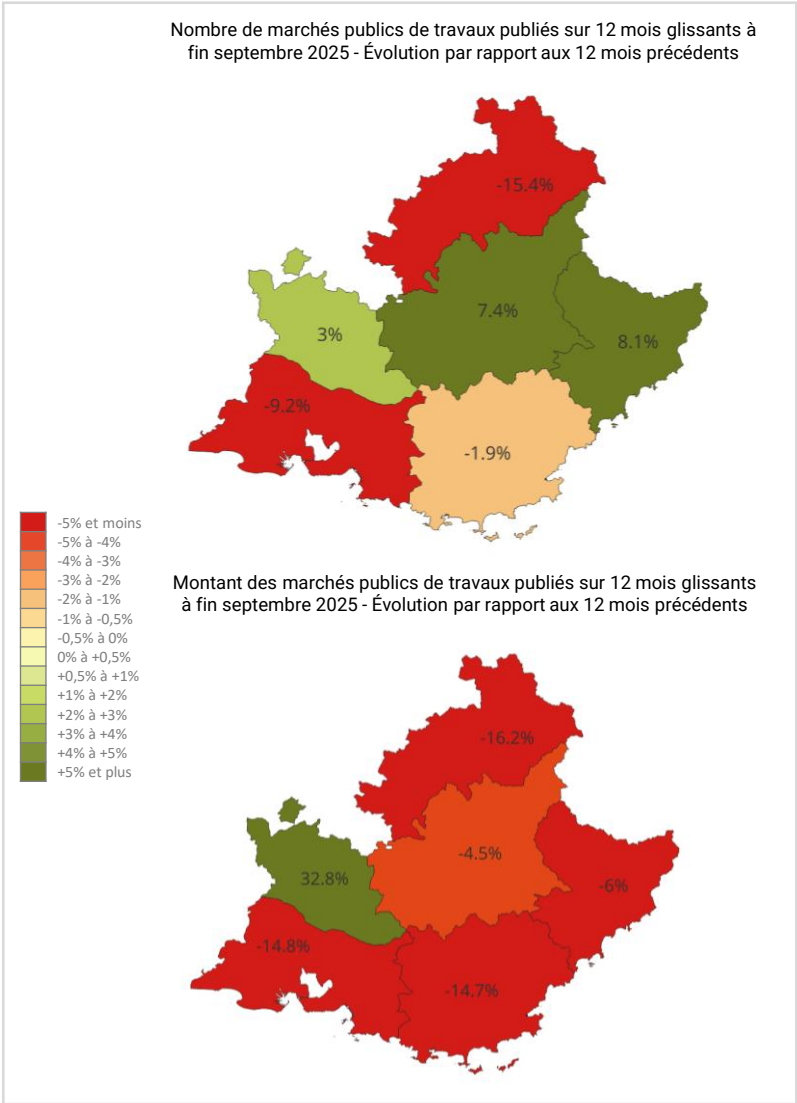
La baisse des achats publics de travaux est également plus visible pour l'État (-16,8%), même si le pôle local, principal pourvoyeur de marchés de travaux (59% des marchés publiés dans la région) apporte son tribut à ce recul (-1,5% de marchés publiés en un an), arrivant au terme du cycle électoral 2020-2026.

La valeur de la commande publique a également reflué sur les douze derniers mois (-5,3%), quel que soit l'acheteur public (il est toutefois à noter une progression notable de la valeur des achats publics de travaux de la part des opérateurs publics ou des bailleurs sociaux).

La valeur des achats publics de travaux a également plus fortement diminué pour le secteur Bâtiment (-4,7%) que pour les Travaux Publics où elle se maintient en un an (+0,6%).



Marchés publics de travaux



À fin octobre 2025, les départements des **Hautes-Alpes**, des **Bouches-du-Rhône** et du **Var** enregistrent un recul de la commande publique dans le secteur des travaux, aussi bien en volume qu'en valeur. Le nombre de marchés publiés baisse respectivement de -15,4%, -9,2% et -1,9% sur un an, tandis que les montants attribués reculent respectivement de -16,2%, -14,8% et -14,7%.

À l'inverse, dans les **Alpes-Maritimes** et les **Alpes-de-Haute-Provence**, le nombre de marchés publiés augmente en volume (+8,1% et +7,4% respectivement), mais chute en valeur de -6% et -4,5% à fin octobre 2025, probablement dû au lancement de projets plus nombreux mais moins coûteux.

Dans le **Vaucluse**, le nombre de marché publiés progresse en volume (+3%) et en valeur (+32,8%).

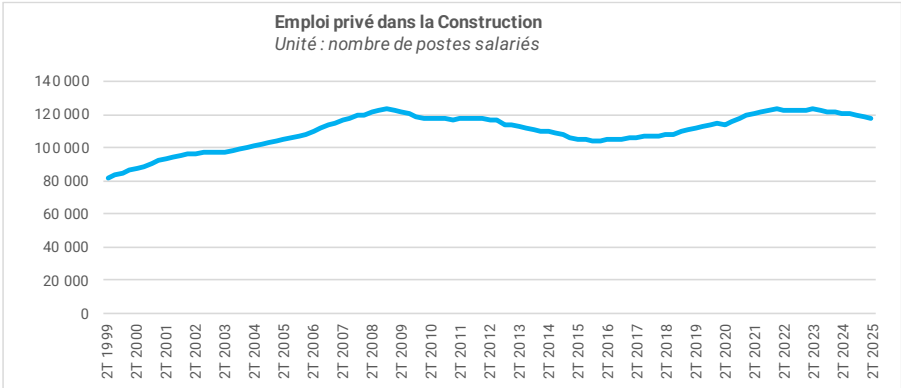




APPAREIL DE PRODUCTION

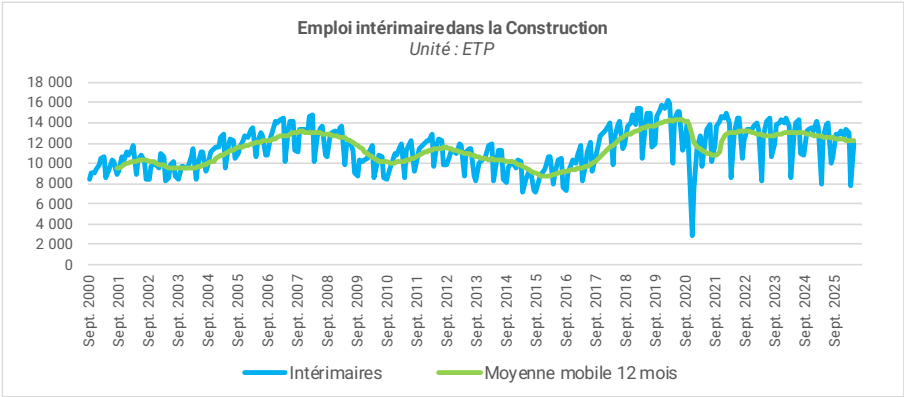
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	117 671 sal.	-2,2%	▼



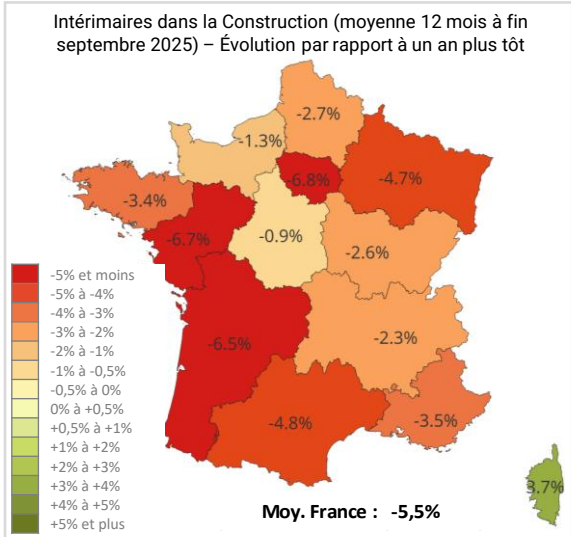
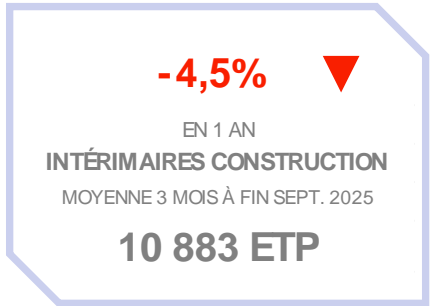
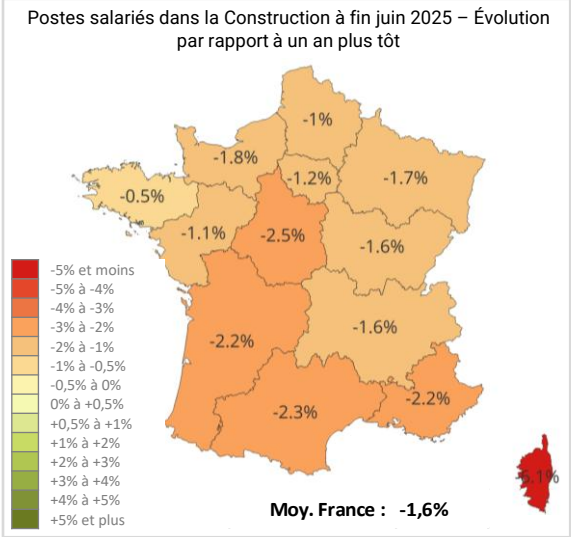
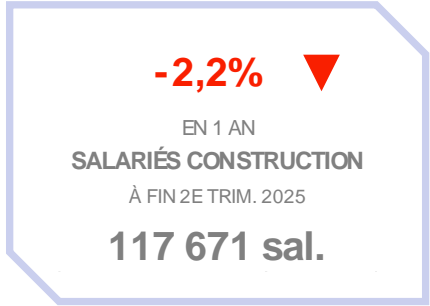
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié décroît depuis l'été 2023. Cette décroissance se poursuit : à fin juin 2025, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a chuté de -2,2% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Sept. 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Sept. 2025	11 877 ETP	-5,4%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Sept. 2025	10 883 ETP	-4,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Sept. 2025	12 197 ETP	-3,5%	▼



À fin septembre 2025, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter, en vision de court-terme (-5,4% en un an sur les trois derniers mois) comme de long-terme (-3,5% en un an sur les douze derniers mois).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



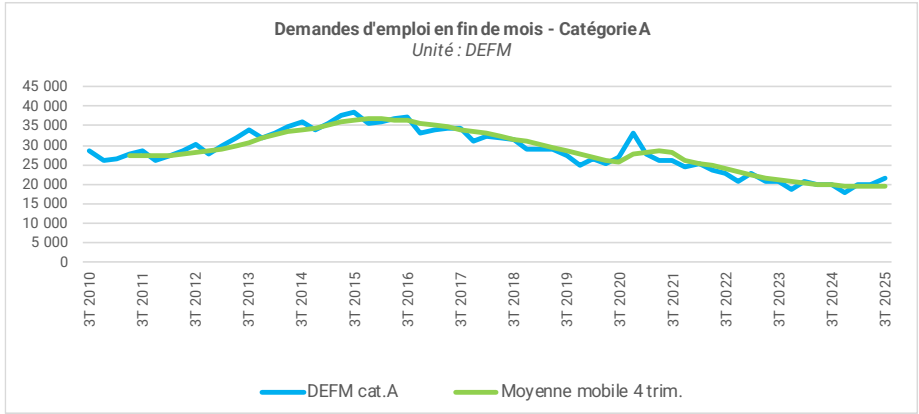
Sources :
Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés
Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)



APPAREIL DE PRODUCTION

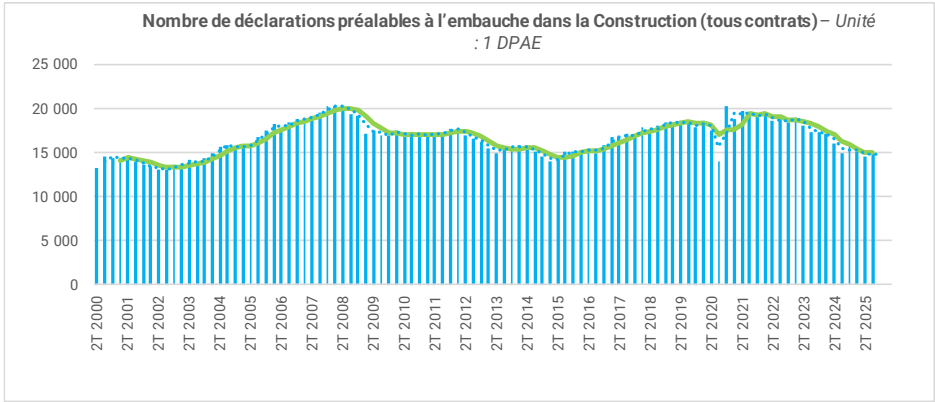
Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	3 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 425 DEFM	-1,8%	▼
DEFM tous secteurs économiques	261 805 DEFM	+6,7%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,6	▼



Après des années de baisse continue (depuis la crise covid) et une stabilisation récente, le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction repart à la baisse ce 3^{ème} trimestre 2025 : -1,8%. Malgré la crise, le marché de l'emploi continue de faire preuve de résilience dans la filière Construction, alors que la dynamique s'affiche beaucoup plus dégradé dans les autres secteurs économiques (+6,7% en un an).

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T2 2025 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	60 410 DPAE	-8,0%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	6 620 DPAE	-0,7%	=
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	21 960 DPAE	-9,2%	▼
dont CDI	31 820 DPAE	-8,5%	▼

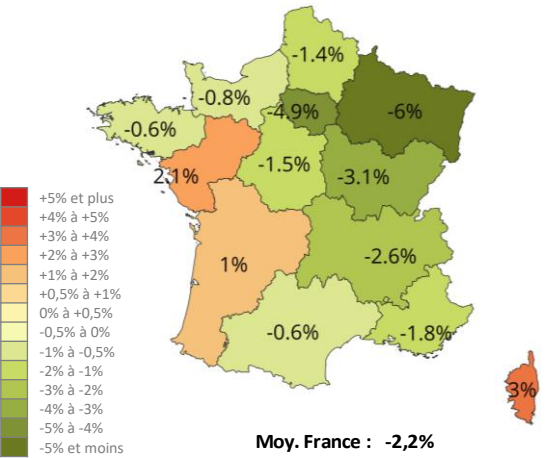


Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche ralentissent dans la Construction : les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -8% sur un an, en cumul 12 mois à fin juin 2025 dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité en berne, freinant les recrutements et les créations de postes.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

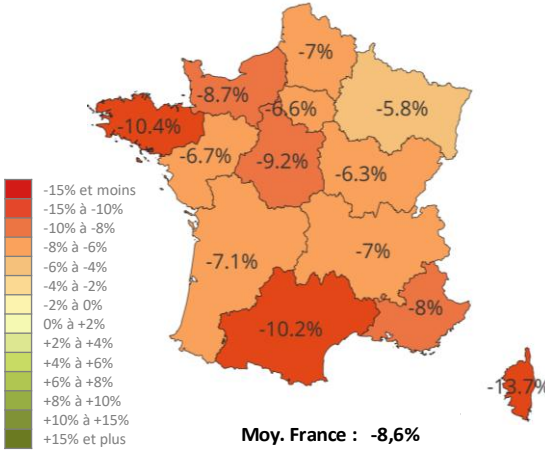
-1,8% ▼
EN 1 AN
DEMANDEURS D'EMPLOI
CONSTRUCTION
À FIN 3E TRIM. 2025
19 425 DEFM

Demands d'emploi dans la Construction à fin septembre 2025
Évolution par rapport à un an plus tôt



-8,0% ▼
EN 1 AN
DÉCLARATIONS PRÉALABLES À
L'EMBAUCHE DANS LA
CONSTRUCTION
CUMUL 12 MOIS À FIN JUIN 2025
60 410 DPAE

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

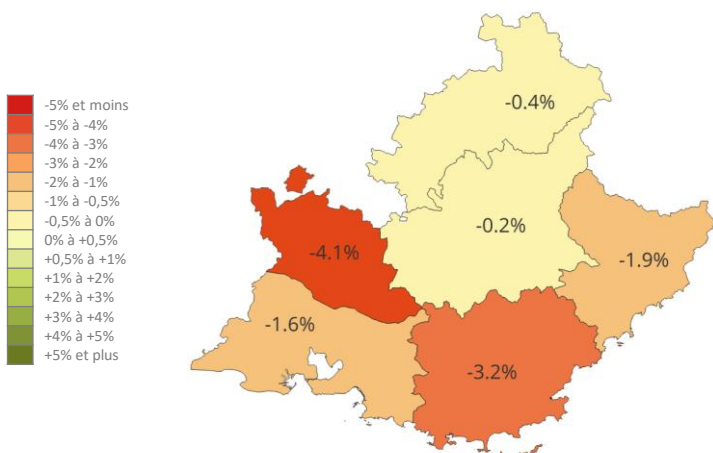
DPAE : URSSAF (données cvs)



APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

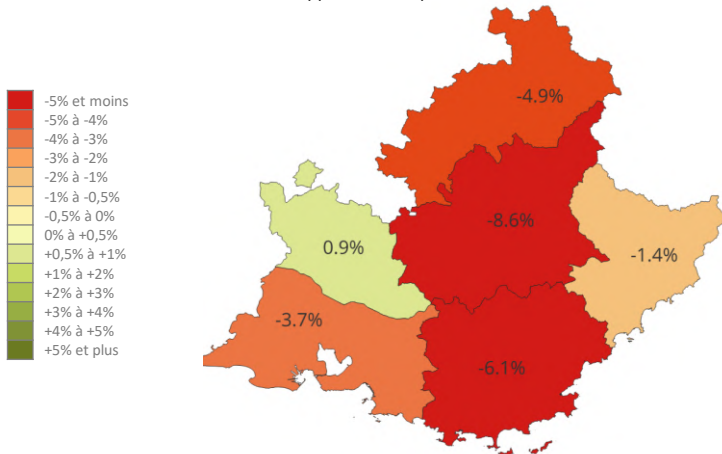
Postes salariés dans la Construction à fin juin 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



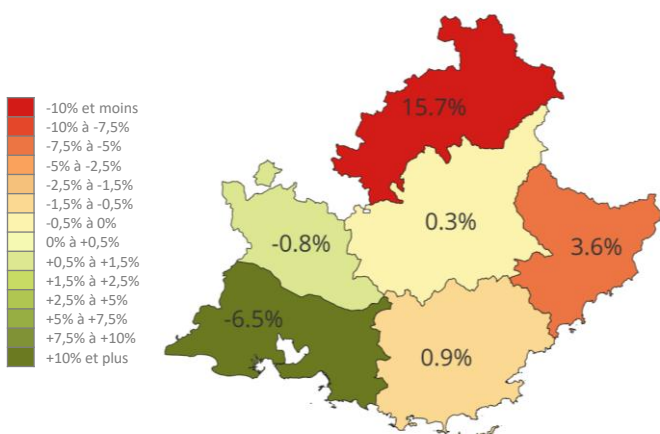
L'emploi-salarié dans la filière Construction recule partout, à plus ou moins forte intensité, alors que le nombre de demandeurs d'emploi dans le secteur varie de -1% à +16% selon les territoires (hors Bouches-du-Rhône). Les déclarations préalables à l'embauche par les entreprises de la Construction marquent un repli qui s'étale de -7% à -11% (sauf dans les départements alpins, plus résilients) et l'emploi intérimaire Construction freine dans quasiment tous les départements (il reste globalement stable dans le Vaucluse).

Le département des **Bouches-du-Rhône** se démarque des autres avec une nette diminution des demandeurs d'emploi dans le secteur Construction (-6,5%), ce qui ne signifie pas forcément un maintien ou une progression de l'emploi dans le secteur mais probablement un « transfert » de cette main-d'œuvre disponible vers d'autres filières (l'Industrie notamment), alors que l'activité Construction reste en berne dans le département.

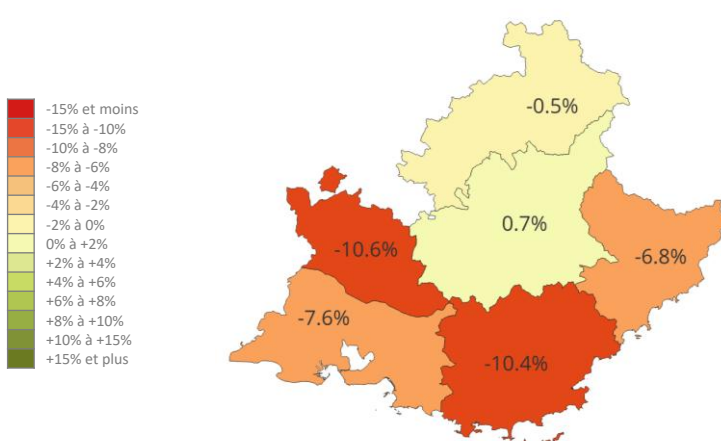
Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin septembre 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin septembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

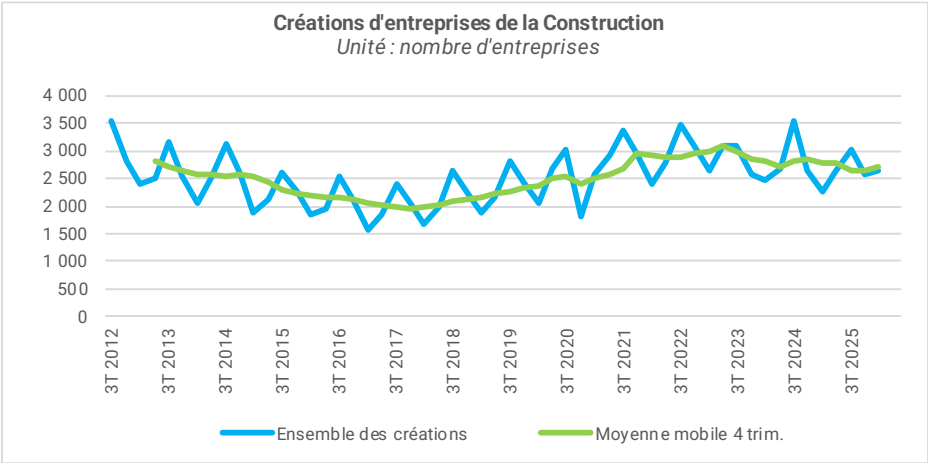




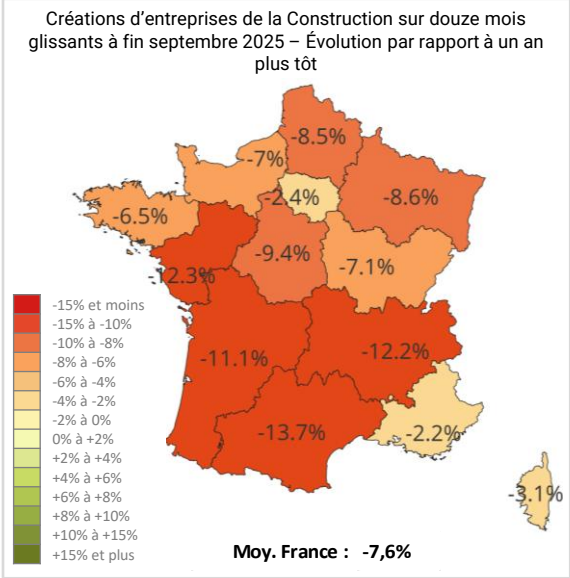
APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	3e trim. 2025 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 659 créations	+17,2%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	933 créations	+22,3%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	10 907 créations	-2,2%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 990 créations	-0,3%	=



Sur douze mois glissants à fin septembre 20258, la dynamique de création d'entreprises ralentit avec -2,2% entreprises créées (10 907 créations d'entreprises), dégradant un peu plus la situation économique du secteur, malgré un net rebond des immatriculations au 3^{ème} trimestre.



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
INSEE (données brutes)





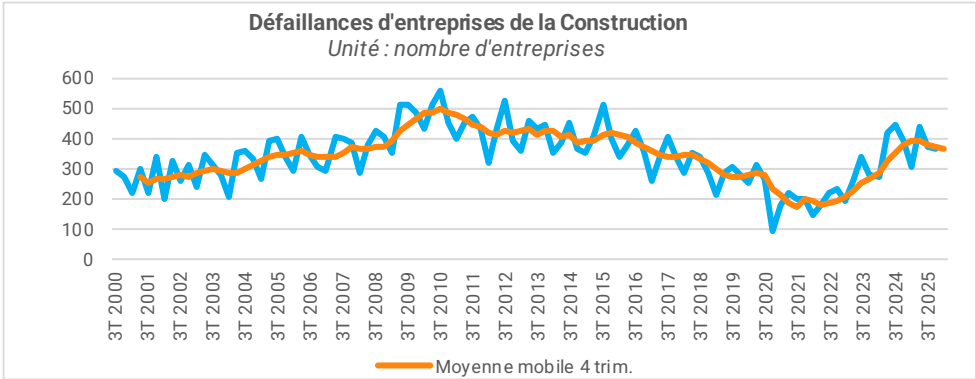
APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

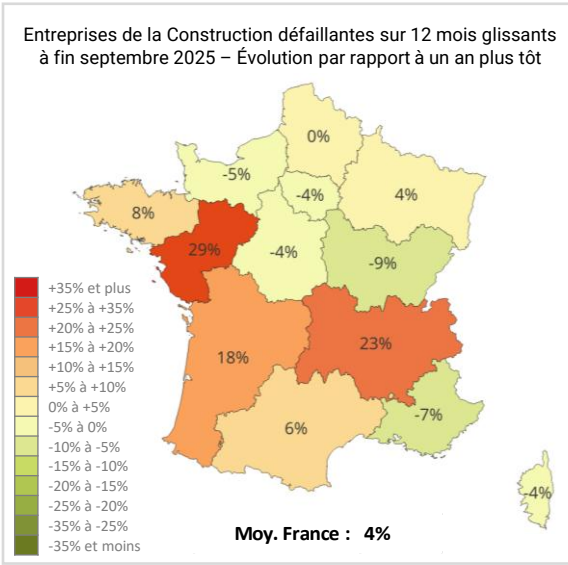
Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3e trim. 2025 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	280 défaillances	-9,1%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 457 défaillances	-7,0%	▼

-7,0%▼

EN 1 AN
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE
LA CONSTRUCTION
CUMUL 12 MOIS À FIN SEPT. 2025
1 457 défaillances



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sur la période d'août 2024 à septembre 2025, la Banque de France a recensé 1 457 défaillances d'entreprises dans la région, en recul -7% comparé à l'année précédente. Cette baisse se faisant à partir d'un niveau très haut, les volumes de défaillances restent encore particulièrement élevés.

À noter : la Banque de France ne fournit désormais plus de données détaillées concernant les effectifs salariés des entreprises défaillantes. Les informations présentées sont donc limitées aux données disponibles.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 170 logts	+30,0%	▲
Mises en chantier logements	740 logts	+3,8%	▲
Mise en ventes de logements	110 logts	-27,2%	▼
Réservations de logements	90 logts	+20,5%	▲
Autorisations locaux	83 mill. m²	+3,8%	▲
Mises en chantier locaux	37 mill. m²	-4,6%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+6,4%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		-0,6%	►
BPE	128 900 m3	+0,7%	►
Nombre Appels Offre publiés	300 AO	+7,4%	▲
Montant Appels Offre publiés	350 M€	-4,5%	▼
Salariés	3 370 sal.	-0,2%	►
Intérimaires	343 ETP	-3,2%	▼
Dem. d'emplois	591 DEFM	+0,3%	►

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	4 020 logts	-26,4%	▼
Mises en chantier logements	4 330 logts	+29,6%	▲
Mise en ventes de logements	1 400 logts	+42,1%	▲
Réservations de logements	1 610 logts	+6,1%	▲
Autorisations locaux	226 mill. m²	-26,0%	▼
Mises en chantier locaux	134 mill. m²	+78,2%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+9,9%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+8,2%	▲
BPE	580 780 m3	-16,9%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 040 AO	+8,1%	▲
Montant Appels Offre publiés	1690 M€	-6,0%	▼
Salariés	24 342 sal.	-1,9%	▼
Intérimaires	1 977 ETP	-1,2%	▼
Dem. d'emplois	4 325 DEFM	+3,6%	▲

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	7 100 logts	+25,2%	▲
Mises en chantier logements	4 580 logts	+9,0%	▲
Mise en ventes de logements	1 240 logts	+28,5%	▲
Réservations de logements	1 040 logts	-23,5%	▼
Autorisations locaux	351 mill. m²	-8,8%	▼
Mises en chantier locaux	192 mill. m²	-11,0%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+7,4%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+9,4%	▲
BPE	668 150 m3	-10,5%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 020 AO	-1,9%	▼
Montant Appels Offre publiés	1250 M€	-14,7%	▼
Salariés	22 600 sal.	-3,2%	▼
Intérimaires	1 598 ETP	-9,4%	▼
Dem. d'emplois	3 796 DEFM	+0,9%	►

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 220 logts	+13,9%	▲
Mises en chantier logements	1 050 logts	-0,8%	►
Mise en ventes de logements	250 logts	-12,2%	▼
Réservations de logements	310 logts	+9,9%	▲
Autorisations locaux	81 mill. m²	+43,5%	▲
Mises en chantier locaux	56 mill. m²	-0,2%	►
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+2,7%	▲
BPE	83 980 m3	-23,5%	▼
Nombre Appels Offre publiés	310 AO	-15,4%	▼
Montant Appels Offre publiés	330 M€	-16,2%	▼
Salariés	3 958 sal.	-0,4%	►
Intérimaires	732 ETP	-6,2%	▼
Dem. d'emplois	369 DEFM	+15,7%	▲

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	11 710 logts	+24,9%	▲
Mises en chantier logements	8 480 logts	+14,2%	▲
Mise en ventes de logements	1 950 logts	+46,3%	▲
Réservations de logements	1 910 logts	-6,3%	▼
Autorisations locaux	1 429 mill. m²	+36,3%	▲
Mises en chantier locaux	682 mill. m²	+37,0%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,8%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+2,0%	▲
BPE	962 520 m3	-8,4%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 410 AO	-9,2%	▼
Montant Appels Offre publiés	2160 M€	-14,8%	▼
Salariés	50 565 sal.	-1,6%	▼
Intérimaires	5 202 ETP	-5,2%	▼
Dem. d'emplois	8 124 DEFM	-6,5%	▼

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	3 570 logts	+54,5%	▲
Mises en chantier logements	1 840 logts	-35,4%	▼
Mise en ventes de logements	220 logts	+6,3%	▲
Réservations de logements	260 logts	-26,7%	▼
Autorisations locaux	354 mill. m²	-25,5%	▼
Mises en chantier locaux	185 mill. m²	-18,8%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+0,3%	►
Activité cumulée Travaux Publics		+3,0%	▲
BPE	354 140 m3	-3,6%	▼
Nombre Appels Offre publiés	540 AO	+3,0%	▲
Montant Appels Offre publiés	860 M€	+32,8%	▲
Salariés	12 836 sal.	-4,1%	▼
Intérimaires	1 032 ETP	+1,9%	▲
Dem. d'emplois	2 221 DEFM	-0,8%	►

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

- SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)
- SDES, ECLN (données brutes)
- Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
- FNTF/INSEE
- Enquête FRTF/CERC
- UNICEM (données brutes)
- VecteurPlus
- ACOSS-URSSAF (données cvs)
- DARES (données brutes)
- INSEE (données brutes)
- Banque de France (données brutes)

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin oct. 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin oct. 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 3e trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin oct. 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 2e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin sept. 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 3e trim. 2025

Avec le concours des Membres de la CERC



Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr